



Les enfants en paient le prix :

L'impact de la crise alimentaire sur l'éducation et la protection des enfants au Burkina Faso et au Niger.

GERM – Université Gaston Berger de Saint-Louis

Mai 2023

Photo : © Aly Tandian. Kollo, dans la région de Tillabéry, dans le Sud-Ouest du Niger

Le Laboratoire des études et recherches sur le Genre, l'Environnement, la Religion & les Migrations (GERM) de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis est constitué d'enseignants chercheurs, d'universitaires ou de chercheurs affiliés à des institutions nationales et internationales. C'est sur ce réseau de chercheurs confirmés que s'appuie le GERM & Faits de Sociétés dans le cadre de ses activités de recherche et d'animation scientifique. A cet effet, le GERM a su, depuis sa mise en place, édifier un réseau dense de collaboration et de partenariat à travers la conduite d'un certain nombre d'études et de recherches sur : migrations - rapports sociaux de sexes - changement climatique – droits humains – protection sociale - etc.



Nous contacter

GERM & Faits de Sociétés

Université Gaston Berger de Saint-Louis

BP 5751 Saint-Louis. Senegal – Tel. **+221 77 440 52 68**

Tweeter: **GERMSENEGAL**

Courriel : germ@ugb.edu.sn ou aly.tandian@ugb.edu.sn

Website : www.germ.sn

Avertissement : "Cette publication est produite à la suite de la demande de Save The Children. Son contenu relève de la seule responsabilité du Laboratoire GERM de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis et ne reflète pas nécessairement les opinions de Save The Children"

Table des matières

Résumé	3
Introduction	8
Objectif de l'étude	10
Méthodologie	11
Données démographiques et caractéristiques des répondants	14
Génération de revenus	16
L'insécurité	21
Le changement climatique	21
Les conflits fonciers	23
Le Covid-19 et la crises ukrainienne	24
La crise alimentaire	25
Les stratégies d'adaptation	27
Les mariage d'enfants	33
L'éducation	41
Conclusion	46
Recommandations	48
Références	49

Résumé

L'instabilité est un thème récurrent au Sahel et en Afrique de l'Ouest, mais ces dernières années, les événements violents sont devenus plus fréquents et les dynamiques sous-jacentes sont de plus en plus complexes. Chaque année, les pays du Sahel semblent s'enfoncer un peu plus dans une crise dont les premières victimes sont les populations, en particulier les femmes, les filles et les enfants. Cette étude explore plus en détail les effets de la crise alimentaire sur le mariage des enfants, l'abandon scolaire précoce et les questions plus générales relatives aux droits de l'enfant au Burkina Faso et au Niger.

Le Burkina Faso et le Niger ont été confrontés à de nombreuses crises qui ont entraîné des conséquences dévastatrices sur leur situation. Ces deux pays ont été touchés par une insécurité chronique due principalement aux groupes armés, au changement climatique, à la crise du COVID-19, à la crise ukrainienne et à l'escalade de la crise alimentaire. Les enfants sont les premières victimes de cette situation complexe et instable. Chaque jour, leurs droits sont bafoués et leur sécurité est menacée. Les principales préoccupations en matière de protection de l'enfance au Burkina Faso et au Niger sont liées aux mariages précoces d'enfants et à l'abandon précoce de la scolarisation.

La méthodologie utilisée dans cette étude est une combinaison d'analyse documentaire et de collecte de données primaires. Les données primaires comprennent à la fois des données quantitatives et qualitatives collectées dans les deux pays. Les personnes interrogées étaient très diverses en termes de sexe, d'âge, de lieu, d'appartenance ethnique, de profession, et d'autres facteurs pertinents.

Interrogés sur la situation sécuritaire dans leur village/municipalité, 98% des répondants du Burkina Faso déclarent que la situation est mauvaise, terrible, voire catastrophique. Au Niger, le pourcentage de ceux qui déclarent que la situation est mauvaise ou terrible chute à 56%, le reste déclarant qu'elle est acceptable.

Les déplacements de population constituent un problème majeur. Les gens vont principalement vers les villages les moins touchés. Les ménages s'engagent dans une quête de nourriture qui peut les isoler de leur famille et de leur environnement social. Cela reflète un niveau de vulnérabilité sociale relativement élevé.

"Les populations riveraines des frontières entre le Niger et le Mali ont presque toutes fui leurs villages à cause des attaques des groupes armés. C'est le cas des femmes de Doukou Saraou et de Kofouno, dans la commune d'Anzourou, dans la région de Tillabéry. Ce sont les femmes et les enfants qui souffrent le plus en cas d'attaques car, en plus d'être vulnérables, il leur est très difficile d'échapper aux invasions inopinées des groupes armés" (Femme, 32 ans, Anzourou, Niger).

Les résultats de l'étude ont mis en évidence les difficultés rencontrées dans la création de revenus dans les contextes du Burkina Faso et du Niger. D'une part, les activités agricoles sont entravées par la situation sécuritaire et le manque de moyens financiers, ce qui a entraîné un rendement insuffisant même pour ceux qui ont réussi à récolter. Cette année, 87% des répondants (84% au Burkina Faso et 88% au Niger) prévoient de récolter, avec des perspectives plus positives qu'au

cours de l'année précédente, mais sans changement significatif dans leurs pratiques, cet optimisme est discutable.

D'autre part, l'insécurité est également un obstacle à toutes les autres opportunités de génération de revenus. Au Burkina Faso, l'insécurité est toujours la principale contrainte (91%), suivie par le manque d'opportunités d'emploi (48%) et le manque d'argent liquide (38%). Au Niger, la principale contrainte est le manque d'argent liquide (69%), suivi du manque d'opportunités d'emploi (54%) et de la perte de moyens de production (36%). Les femmes sont particulièrement touchées, comme l'a souligné une répondante nigérienne qui a déclaré : " Il est difficile pour nous, les femmes, de devenir entrepreneures ". Dans ces contextes, les femmes ne sont pas suffisamment habilitées à contribuer de manière sûre à l'économie.

Le changement climatique est également devenu une préoccupation majeure dans les deux pays. Sa conséquence principale sur l'activité des populations est la réduction de la production agricole, qui a été mentionnée par 86 % des répondants également repartis entre les deux pays. Une autre conséquence est le manque de pluies, qui a été mentionné par 73 % des répondants au Burkina Faso et 40 % au Niger. D'autres conséquences ont été mentionnées au Burkina Faso, telles que la répartition inégale des pluies et les inondations, tandis qu'au Niger, les autres conséquences incluent l'inondation des maisons et des champs, la destruction des maisons, la destruction de la production agricole, le déplacement des jeunes des zones rurales, la famine, la dégradation de l'environnement, la sécheresse et les maladies.

Sur une note légèrement plus positive, deux répondants ont reconnu l'intervention positive des ONG, citant deux hommes de Djirataoua : "la situation est bien contrôlée par une ONG" et "l'intervention d'une ONG a permis de limiter les dégâts". Cela met en lumière les avantages potentiels des interventions de RRC.

En ce qui concerne les conflits fonciers, ils sont très fréquents dans les deux pays, mais plus au Niger (76%) qu'au Burkina Faso (36%). Les conflits fonciers semblent être plus fréquents dans certains villages et entre certaines ethnies. Cela pourrait s'expliquer par le manque de cohésion sociale dans certains contextes. Il a été demandé aux personnes interrogées quelles étaient les ethnies les plus touchées par les conflits fonciers. Au Burkina Faso, les ethnies les plus citées sont les Peulhs (98%), les Dogons (83%) et les Mossi (35%). Au Niger, plus d'ethnies ont été mentionnées, et les principales sont les Peulhs (68%), les Sonrhaï (58%) et les Haoussa (55%).

Les crises du COVID-19 et de l'Ukraine ont entraîné des conséquences importantes sur la situation au Burkina Faso et au Niger, contribuant principalement à la crise alimentaire. Elles ont toutes deux entraîné une augmentation des prix des denrées alimentaires, hausse qui s'est encore accentuée avec la crise alimentaire.

Parlant de la riposte face à la crise alimentaire, 73 % des personnes interrogées ont déclaré que dans leur village, les gens ont reçu de l'aide. Au Burkina Faso, 80 % de l'aide provient des ONG, tandis que les 20 % restants sont fournis par le gouvernement. Au Niger, 57 % de l'aide provient des ONG et 42 % du gouvernement. Les 2 % restants proviennent des dirigeants politiques locaux. En réponse à ces crises, et en particulier à la crise alimentaire, les gens ont adopté une série de stratégies d'adaptation négatives, en accordant une attention particulière aux stratégies

d'adaptation basées sur le régime alimentaires. Les plus courantes parmi ces stratégies incluent le recours à des aliments moins prisés et moins chers, la limitation de la taille des portions lors des repas, la réduction du nombre de repas pris par jour, etc. Les gens ont modifié leur régime alimentaire en consommant plus de maïs, de millet, de sorgho, de riz et de pain, et moins de viande et de poisson. Cependant, ces constatations soulèvent des préoccupations d'ordre nutritionnel, car la modification du régime alimentaire vers des aliments moins riches en protéines peut entraîner des carences en nutriments qui sont essentiels à la croissance des enfants.

En ce qui concerne les stratégies d'adaptation non basées sur l'alimentation, seulement 2 % des personnes interrogées ont déclaré qu'elles retireraient leurs enfants de l'école.

"Les femmes et les jeunes filles sont moins bien nourries que les hommes. Elles mangent après tout le monde parce que ce sont elles qui préparent". (Femme, 18 ans, Tillabéry, Niger)

"Des familles entières sont contraintes de migrer vers les chefs-lieux de province comme Dori, Gorom-Gorom ou Kaya pour bénéficier des dons des ONG et du gouvernement". (Safi. 21, Dori, Burkina Faso)

Comme mentionné précédemment, ces crises ont des effets significatifs sur les enfants. La question est maintenant de savoir si elles causent directement ou indirectement des violations des droits de l'enfant, surtout en ce qui concerne le mariage précoce et l'éducation des enfants. Dans l'ensemble, même si les gens reconnaissent les conséquences négatives et les risques du mariage des enfants, ils continuent de penser que les filles doivent se marier jeunes, surtout au Niger. En effet, 33% des répondantes âgées de 6 à 14 ans ont déclaré que les filles peuvent se marier avant l'âge de 12 ans (un total de 19 répondantes, dont 16 du Niger). Toutes les personnes interrogées, sauf une, pensent que ce n'est pas un bon âge pour se marier. Les répondants sont conscients que le mariage précoce a des conséquences sur les filles (71% des répondants du Burkina Faso et 93% des répondants du Niger). La principale conséquence mentionnée par les répondants dans les deux pays est la difficulté de l'accouchement. D'autres problèmes de santé, qu'ils concernent la fille ou l'enfant à venir, ont été mentionnés assez fréquemment par les répondants, certains d'entre eux ayant même évoqué la mort. Près de la moitié des personnes interrogées ont également mentionné l'arrêt de la scolarité de la jeune fille mariée comme une conséquence majeure. Il est intéressant de noter qu'au Burkina Faso, un pourcentage deux fois plus élevé qu'au Niger a mentionné la perte des opportunités de génération de revenus comme conséquence du mariage précoce. D'autres conséquences qui n'ont été mentionnées que par quelques personnes interrogées sont l'incapacité des filles à soutenir physiquement leur mari, à vivre avec lui et à le respecter, les maladies génitales (principalement la fistule), les troubles psychologiques et les traumatismes, le divorce et la prostitution. La principale raison pour laquelle ils encouragent le mariage des enfants est qu'ils cherchent à éviter les grossesses hors mariage. Une femme Haoussa du village de Dori, au Burkina Faso, a déclaré que le mariage précoce contribuait à "protéger la jeune fille et le jeune garçon de l'adultère".

Les personnes interrogées ont été invitées à évaluer diverses affirmations spécifiques aux droits des filles et des garçons. Au Burkina Faso, un pourcentage plus élevé de répondants n'avait pas d'opinion sur les affirmations. La majorité des personnes interrogées dans les deux pays sont d'accord avec toutes les affirmations reconnaissant le droit des filles à l'éducation. Néanmoins, 6%

des répondants du Burkina Faso et 19% des répondants du Niger pensent que les filles devraient être retirées de l'école pour être mariées.

"Pour les filles, quel que soit leur niveau scolaire, dès qu'il y a une demande en mariage, elles sont immédiatement retirées de l'école par leurs parents" (Femme, 17 ans, Dori, Burkina Faso).

En revanche, les personnes interrogées semblent plus en désaccord avec l'affirmation selon laquelle les filles et les garçons devraient se marier au même âge. Enfin, un pourcentage significatif de personnes interrogées dans les deux pays sont d'accord, totalement ou partiellement, pour dire que le mariage précoce est une cause d'abandon scolaire.

La plupart des personnes interrogées continuent de penser qu'une fille qui n'est pas mariée représente une charge supplémentaire pour la famille et que le mariage d'une jeune fille peut résoudre le problème et garantir que la famille dispose de plus de ressources financières. Certains pensent même que les parents ont raison de donner leur enfant en mariage lorsqu'ils éprouvent des difficultés à nourrir la famille. En effet, 11% des répondants au Burkina Faso (principalement de Djibo) et 34% des répondants au Niger (principalement d'Abala et d'Anzourou) ont déclaré que les parents ont raison de donner leur enfant en mariage lorsqu'ils rencontrent des difficultés à nourrir la famille.

"Il y a des parents qui donnent leur fille en mariage à cause de la crise alimentaire, mais nous devons reconnaître qu'ils sont obligés de le faire. Certains parents pensent qu'avec la crise alimentaire, leur fille peut devenir la maîtresse d'un homme et se retrouver avec une grossesse non désirée. Ils pensent que la crise alimentaire peut pousser leur fille à vouloir avoir de l'argent par tous les moyens, y compris en vendant son corps. On peut dire que les parents qui donnent leur fille en mariage le font par peur que leur fille les déshonore par une grossesse hors mariage" (Femme, 17 ans, Dori, Burkina Faso).

Au Burkina Faso, 16% des personnes interrogées ont déclaré que les mariages précoces se sont développés dans leur village/municipalité en raison de la crise alimentaire. La majorité d'entre eux sont originaires de la commune de Djibo. Au Niger, 35% des personnes interrogées ont signalé cette situation. La majorité provient des communes d'Abala et d'Anzourou. Au Burkina Faso, seulement 4% des enquêtés ont déclaré que le mariage précoce est une réponse à la crise alimentaire dans leur village/municipalité, contre 23% au Niger (principalement à Abala). De même, 21% des répondants du Burkina Faso (principalement de Djibo) et 19% des répondants du Niger (principalement d'Abala et de Djirataoua) ont déclaré que le mariage précoce s'est développé dans leur village/municipalité en raison de la situation sécuritaire. Cependant, seulement 4% des répondants du Burkina Faso ont déclaré que le mariage précoce est une réponse à la situation sécuritaire dans leur village/municipalité, contre 17% au Niger (principalement à Abala).

Ces résultats confirment que le mariage précoce au Burkina Faso et au Niger est davantage une réponse à des préoccupations sociales (telles que les grossesses hors mariage) qu'à des préoccupations économiques et sécuritaires, même si les familles continuent de voir un avantage financier à marier les filles. Elles continuent d'être considérées comme un atout pour la famille qui peut les utiliser dans de multiples situations lorsqu'elle est confrontée à des défis ou à une crise. Dans ce cas, avoir une fille à marier reviendrait à disposer d'une "ressource" pour faire face à l'incertain. Par analogie, on peut dire que les filles sont une soupape de sécurité pour la famille.

Une telle situation confirme combien il est difficile de prendre position contre le mariage des enfants, surtout en période de crise alimentaire, lorsque les ressources sont rares et que l'idéal serait de trouver un beau-fils qui puisse s'occuper de sa femme et de ses beaux-parents. Pour de nombreuses personnes au Niger et au Burkina Faso, donner sa fille en mariage et pouvoir en profiter pour subvenir aux besoins alimentaires est la principale priorité.

En ce qui concerne l'éducation, la situation sécuritaire a entravé le fonctionnement normal des écoles. Les attaques contre les écoles ont été très fréquentes, ce qui a non seulement découragé les élèves de fréquenter l'école, mais a également forcé les enseignants à fuir. Le taux d'abandon scolaire est élevé tant au Burkina Faso qu'au Niger, les filles étant plus nombreuses que les garçons à abandonner l'école. Par l'arrêt de la cantine scolaire, la crise alimentaire a limité l'accès à des repas sains et privé les enfants d'un apport alimentaire adéquat, car ils ne peuvent pas aller à l'école avec "l'estomac vide".

En termes de recommandations, il faut :

- Augmenter le financement flexible pour faire face aux conséquences directes et indirectes de la crise alimentaire, et pour assurer la protection (y compris contre le mariage des enfants) et l'éducation des enfants.
- Plaider auprès des acteurs clés pour garantir un accès libre et direct à l'aide humanitaire pour les populations les plus pauvres afin qu'elles puissent nourrir leurs familles et les protéger et éviter qu'elles ne se tournent vers des mécanismes d'adaptation ravageurs, tels que le mariage précoce de leurs enfants ou leur déscolarisation en raison de la crise alimentaire.
- Augmenter le financement humanitaire pour les actions précoces et anticipatives et les systèmes d'alerte précoce, et investir davantage dans la collecte d'informations sur l'impact de ces actions.
- Renforcer l'extension des programmes de filets de sécurité sociale existants pour la sécurité alimentaire et les moyens d'existence sensibles à la nutrition pour les ménages (y compris les réfugiés et les personnes déplacées) dans les zones critiques.
- Les bailleurs de fonds s'engagent à financer durablement les interventions de relèvement précoce et de renforcement de la résilience qui sont flexibles et adaptées au contexte de la crise alimentaire et à ses conséquences en matière d'éducation et de mariage des enfants.

Introduction

L'instabilité est un thème récurrent au Sahel et en Afrique de l'Ouest, mais ces dernières années, les événements violents sont devenus plus fréquents et les dynamiques sous-jacentes sont de plus en plus complexes. Chaque année, les pays du Sahel semblent s'enfoncer un peu plus dans une crise dont les premières victimes sont les populations, en particulier les femmes, les filles et les enfants.

Le COVID-19 et ses mesures de confinement ont eu un impact significatif sur la situation socio-économique au Niger et au Burkina Faso, notamment sur les femmes et les jeunes qui souffraient déjà du manque d'opportunités économiques. Cette situation a entraîné une augmentation du chômage et une diminution du revenu des ménages, en particulier dans les zones déjà touchées par l'insécurité croissante. Par ailleurs, c'est dans ces mêmes zones que les jeunes sont également les plus susceptibles de rejoindre les groupes armés. Plus récemment, les effets de la guerre en Ukraine se sont propagés de manière pernicieuse, notamment dans les régions déjà affectées par une situation délétaire due à l'insécurité. C'est le cas au Niger et au Burkina Faso où les prix des denrées de base et des engrais ont augmenté. Au Burkina Faso comme au Niger, le changement climatique a mis en péril le mode de vie des populations locales en rendant inaccessibles les pâturages. De nombreux éleveurs sont contraints de faire migrer leurs troupeaux de plus en plus tôt dans l'année et pendant de longues périodes à la recherche de pâturages. Les agriculteurs peinent à récolter suffisamment de céréales et de légumes. La rareté des ressources, l'absence de perspectives économiques et la pression démographique croissante sont à l'origine de tensions entre agriculteurs et éleveurs, tensions qui se transforment parfois en violents affrontements intercommunautaires.

En conséquence, les niveaux d'insécurité alimentaire se sont encore détériorés, aggravant la situation déjà précaire des populations touchées. En outre, les conflits intercommunautaires liés à une concurrence accrue pour l'accès aux ressources naturelles, ainsi que l'augmentation de la violence perpétrée par les groupes armés, ont entraîné une crise alimentaire et des déplacements perpétuels de population, créant ainsi d'immenses besoins humanitaires et des défis considérables¹. La détérioration de la situation sécuritaire a également entravé les activités agricoles, notamment en limitant l'accès des agriculteurs aux intrants et à la main-d'œuvre, obligeant de nombreux ménages ruraux à abandonner leurs champs pour devenir de simples ouvriers ou des marchands errant dans les rues des centres urbains.

Outre l'insécurité généralisée et l'augmentation de la violence qui entraînent des déplacements massifs, les attaques délibérées et les menaces contre les écoles, les enseignants et les enfants, que ce soit dans les écoles ou sur le chemin de l'école, sont de plus en plus fréquentes. Cela aggrave encore la situation des enfants et des communautés, et met leur avenir en péril. Dans ce contexte, les enseignants fuient, ne laissant personne pour enseigner, ou bien les parents sont trop effrayés

¹ Lors d'une conférence de presse tenue avec le président de la Confédération suisse Ignazio Cassis, qui effectuait une visite de trois jours au Niger, le président nigérien Mohamed Bazoum a évoqué cette crise alimentaire en ces termes : "(...) Une année où nous avons deux défis à relever. Le premier, avec lequel nous vivons malheureusement depuis quelques années, c'est le défi sécuritaire. Le second est le défi alimentaire lié aux résultats très défavorables de la dernière saison des pluies", a déclaré M. Mohamed. Bazoum (Source : Lassaad Ben Ahmed, 10.02.2022, "Niger : 2,5 millions de personnes touchées par l'insécurité alimentaire. La situation risque de s'aggraver dans les prochains mois" - <https://reliefweb.int/report/burkina-faso/sahel-la-crise-alimentaire-exacerbe-par-le-conflit-va-encore-s-aggraver-pendant>

pour envoyer leurs enfants à l'école ou sont eux-mêmes en train d'être déplacés de force vers des zones plus sûres. Au Burkina Faso, le nombre d'établissements fermés est passé de 4 258 à 5 709 au 31 octobre 2022, soit une augmentation de 1 451 établissements. Ces fermetures représentent environ 22% des structures éducatives au Burkina Faso. Elles affectent 1 008 327 élèves, dont 490 622 filles (48,66%) et 517 705 garçons (51,34%), ainsi que 28 919 enseignants, dont 9 171 femmes (31,71%) et 19 748 hommes (68,29%). Parmi ces élèves affectés par la crise sécuritaire (1.008.327), il convient de préciser que certains ont été réinscrits dans d'autres écoles et établissements². Les fermetures d'écoles signifient également que les enfants, en particulier les filles, sont plus exposés à de graves violations de leurs droits, notamment le mariage des enfants, les grossesses précoces ou le travail forcé des enfants. Cette situation risque de s'aggraver à mesure que la nourriture se raréfie et que le mariage des enfants apparaît comme une réponse ou un mécanisme d'adaptation pour les familles qui cherchent à assurer un foyer plus ou moins sûr à leurs filles.

Les enfants paient le plus lourd tribut à cette crise : ils sont privés d'écoles et de soins de santé, et ils sont également sévèrement touchés par la malnutrition. Afin de mieux comprendre la situation et ses répercussions sur les enfants, principalement les filles, Save The Children a mené cette étude en se concentrant plus particulièrement sur le Burkina Faso et le Niger³. Cette étude explore plus en détail les effets de la crise alimentaire sur le mariage des enfants, l'abandon scolaire précoce et les problèmes plus généraux liés aux droits de l'enfant au Burkina Faso et au Niger.

² Burkina Faso, ministère de l'Éducation Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues nationales, Rapport statistique mensuel de données de l'Éducation en Situation d'Urgence du 31 octobre 2022, p. 2.

³ Bien que toute la région du Sahel soit touchée par les mêmes crises, cette étude se concentre uniquement sur le Burkina Faso et le Niger.

Objectifs de l'étude

- Trouver des mesures/solutions urgentes appropriées pour faire face à la crise alimentaire et nutritionnelle actuelle. Travailler avec les autorités compétentes pour trouver des solutions durables à plus long terme à l'insécurité alimentaire,
- Guider les initiatives de plaidoyer avec les gouvernements nationaux/partenaires et aux niveaux régional et international (lancement de tables rondes, participation à des efforts de plaidoyer régionaux conjoints dans le cadre du groupe de travail régional sur le plaidoyer humanitaire, etc.,
- Informer et sensibiliser la communauté internationale, les communautés régionales et les gouvernements du Burkina Faso et du Niger sur la crise alimentaire et nutritionnelle. Cela inclut les acteurs gouvernementaux, les donateurs et le public, en insistant sur la gravité de la situation et son impact alimentaire et nutritionnelle sur les enfants dans le Sahel central, en particulier les filles par les mariages d'enfants, l'abandon scolaire et les questions plus larges de protection de l'enfance,
- Informer et sensibiliser la communauté internationale, les communautés régionales et les gouvernements du Burkina Faso et du Niger sur la crise alimentaire et nutritionnelle qui sévit dans la région. Cette sensibilisation devra s'étendre aux acteurs gouvernementaux, aux donateurs et au grand public, afin de leur faire comprendre la gravité de la situation et son impact sur l'alimentation et la nutrition des enfants dans le Sahel central, principalement sur les filles qui sont particulièrement touchées par les mariages précoces, l'abandon scolaire et les enjeux plus larges de protection de l'enfance.
- Influencer et encourager les donateurs, les gouvernements nationaux et les autres acteurs régionaux à augmenter les investissements et à donner la priorité aux enfants dans la réponse alimentaire et nutritionnelle,
- Positionner Save the Children en tant que voix de premier plan aux niveaux national, régional et international en sensibilisant et en fournissant des données innovantes et des messages adaptés, ainsi que sur leurs impacts sur les enfants (mariages précoces, abandon scolaire, autres questions de protection).
- Positionner Save the Children en tant que voix de premier plan à la fois au niveau national, régional et international en fournissant des données innovantes et des messages adaptés sur le thème de la sécurité alimentaire et de la nutrition, mettant ainsi en lumière les impacts de la crise sur les enfants, en particulier sur les filles qui sont particulièrement vulnérables aux mariages précoces, à l'abandon scolaire et à d'autres enjeux de protection.

Méthodologie

Cette étude contient des données secondaires et primaires. Les données primaires ont été recueillies selon une méthode mixte. Les données quantitatives ont été collectées par le biais d'une enquête et les données qualitatives ont été recueillies par le biais d'entretiens et de discussions de groupe.

Toutes les étapes ont été suivies pour la collecte des données primaires, à savoir la sélection des sites de collecte des données, l'identification de la population cible et des techniques de collecte, l'élaboration des outils de collecte des données, les tests pilotes des outils, l'élaboration d'une méthode d'échantillonnage et l'échantillonnage, le recrutement et la formation des enquêteurs, la collecte des données, ainsi que le traitement et l'analyse des données.

Vous trouverez ci-dessous des informations détaillées sur chacune des méthodes utilisées.

○ Revue de la littérature

Dans le cadre de cette étude, une analyse des données secondaires sur les implications de la sécurité alimentaire et de la nutrition sur les mariages d'enfants, l'abandon scolaire précoce et les questions plus générales de protection de l'enfance dans les pays et zones cibles identifiés a été réalisée.

Les rapports, études et politiques nationaux, régionaux ou internationaux relatifs à la situation des enfants et des populations touchées par la crise alimentaire et nutritionnelle ont été utilisés partout où ils étaient disponibles. Une attention particulière a été accordée à l'impact de la crise alimentaire et nutritionnelle, aux mariages d'enfants pour les filles, à l'abandon scolaire et aux questions plus générales de protection de l'enfance. Toutes les références se trouvent dans la bibliographie à la fin de ce rapport.

○ Collecte des données quantitatives

Cette étude a accordé une attention particulière aux données statistiques ventilées par sexe, ethnie, âge, lieu de résidence, etc. des personnes touchées par la crise alimentaire et nutritionnelle au Niger et au Burkina Faso.

Une enquête a été menée dans les zones touchées par la crise alimentaire et nutritionnelle, en particulier dans les principales régions du Burkina Faso et du Niger. Au Burkina Faso, la collecte des données a eu lieu dans la région du Nord, dans la province du Yatenga (Ouahigouya et Thiou) et dans la région du Sahel, dans la province du Séno (Dori) et dans la province du Soum (Djibo). Quant au Niger, la collecte des données a eu lieu dans les régions de Tillabery (Anzourou, Sinderet Abala) et Maradi (Djirattoua, Safo et Tibiri).

Au Burkina Faso comme au Niger, les sites identifiés sont fortement marqués par la violence armée, la dégradation de l'environnement (inondations, sécheresses, etc.), les conflits fonciers, les crises alimentaires et nutritionnelles, etc.

La collecte des données a été effectuée sur des tablettes Android à l'aide de Kobo Toolkit. Le questionnaire administré comprend plusieurs sections : données démographiques, génération de

revenus, insécurité, changement climatique, conflit foncier, COVID-19 et crise ukrainienne, crise alimentaire, stratégies d'adaptation, mariage d'enfants et éducation des enfants.

Les informations démographiques disponibles dans les deux pays ne sont pas fiables, la situation est instable et en constante évolution, le temps disponible est limité, et l'accès à certaines zones d'étude est restreint. C'est pourquoi un échantillonnage au jugé a été utilisé. L'échantillon final recueilli est composé des réponses de 630 participants. La répartition de l'échantillon est présentée dans la section "Résultats" ci-dessous.

Il convient de noter que dans le cadre des enquêtes menées auprès des enfants, outre la réduction des questions dans les langues locales, nous avons demandé aux enfants de réaliser des peintures, des dessins, des cartes, etc. pour décrire de quelle manière ils sont affectés par la crise alimentaire et nutritionnelle. Grâce à cette activité d'expression artistique, il a été possible de connaître les difficultés des enfants et leurs besoins causés par la crise alimentaire et nutritionnelle. Lorsque la parole a été donnée aux enfants qui ont fait les dessins, nous avons découvert que certains d'entre eux souffrent de la crise alimentaire et nutritionnelle.

Les enquêteurs ont été sensibilisés aux exigences de Save The Children International, telles que la politique de lutte contre le harcèlement, la politique de protection de l'enfance, la procédure de lutte contre la fraude et la corruption, la prévention de l'exploitation et des abus sexuels et la politique relative à l'esclavage moderne et à la traite des êtres humains.

○ Collecte des données quantitatives

Des entretiens individuels et des discussions de groupe ont eu lieu dans les municipalités suivantes :

- Burkina Faso : Ouahigouya, Thiou, Dori et Djibo
- Niger : Tillabery (Anzourou, Sinderet Abala), Maradi (Djiratawa, Safoet Tibiri)

▪ **Entretiens**

Lors de cette étude, nous avons veillé à une sélection variée des personnes interrogées. Le premier groupe était composé d'enfants, de parents, d'autorités locales telles que les élus et les chefs de quartiers ou de villages, de guides ou chefs religieux, de chefs traditionnels, de leaders communautaires, d'enseignants, de directeurs d'école, d'experts en genre et en protection sociale, de représentants du gouvernement, et bien d'autres encore. Le second groupe était composé de hauts fonctionnaires et d'agents de l'Etat burkinabé et nigérien, issus du ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants, du Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales, du ministère de la Santé et du ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire, pour ne citer que quelques exemples.

Nous avons posé des questions portant sur la crise alimentaire et nutritionnelle, et plus spécifiquement sur son impact sur les mariages précoces des filles, l'abandon scolaire et d'autres problématiques de protection de l'enfance dans les communautés touchées.

▪ **Discussions de groupe**

Des groupes de discussion homogènes ont été organisés, ce qui nous a permis de réunir des personnes présentant des profils similaires (sexe, âge, lieu de résidence, etc.). Ce type de

discussions permet d'aborder des sujets spécifiques avec des personnes de même statut, de sorte que les participants se sentent plus à l'aise pour exprimer leurs opinions.

Les thèmes abordés ont été variés et ont porté sur les raisons des mariages précoces dans le contexte socio-économique et sécuritaire. Les participants ont discuté des perceptions, attitudes et pratiques entourant le mariage des enfants, ainsi que du rôle et des responsabilités des pères et mères dans le mariage des enfants. La réaction de la population en cas de refus de se marier, les stratégies pour éviter les cas de refus et les acteurs qui interviennent pour réduire les mariages d'enfants ont également fait l'objet de discussions.

D'autres thèmes ont également été abordés, notamment l'éducation des enfants, la situation en matière de sécurité et les déplacements de population, la crise alimentaire et nutritionnelle, la vulnérabilité et les stratégies d'adaptation, le changement climatique, le travail des enfants, etc.

Données démographiques et caractéristiques des répondants

Six-Cent-Trente personnes ont été interrogées dans le cadre de cette étude, dont 264 (42%) originaires du Burkina Faso et 366 (58%) du Niger. Le profil démographique des personnes interrogées est assez diversifié, comme le montrent les graphiques suivants. La répartition par sexe des personnes interrogées est presque égale entre les hommes (53%) et les femmes (47%) (Figure 1). En ce qui concerne la répartition par âge, la majorité des personnes interrogées ont entre 18 et 49 ans. Néanmoins, 22% des personnes interrogées ont 17 ans ou moins. Au Niger, 6% des personnes interrogées ont entre 6 et 9 ans.

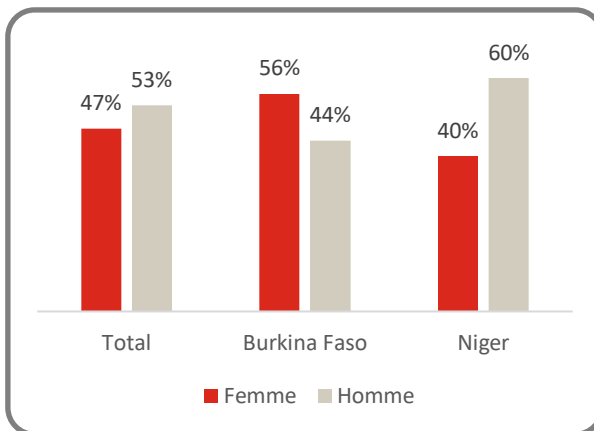


Figure 1: Répartition par sexe

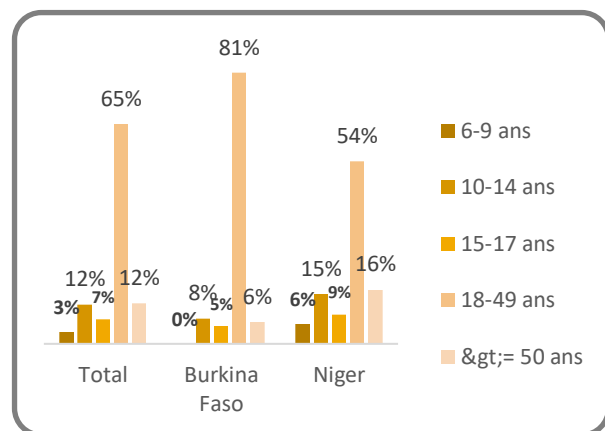


Figure 2: Répartition par âge

Les répondants du Burkina Faso appartiennent à 13 groupes ethniques différents, il s'agit principalement de Dogons (28%), Peulhs (27%) et Mossi (15%). Au Niger, les personnes interrogées étaient issues de 7 ethnies différentes, principalement Haoussa (43%), Sonrhail (31%) et Zarma (16%).

L'état civil des personnes interrogées est également très diversifié. La répartition en pourcentage du total affichée dans la Figure 3 est plus ou moins la même pour les deux pays. Toutefois, parmi les personnes séparées, divorcées ou veuves, 80 % sont des femmes.

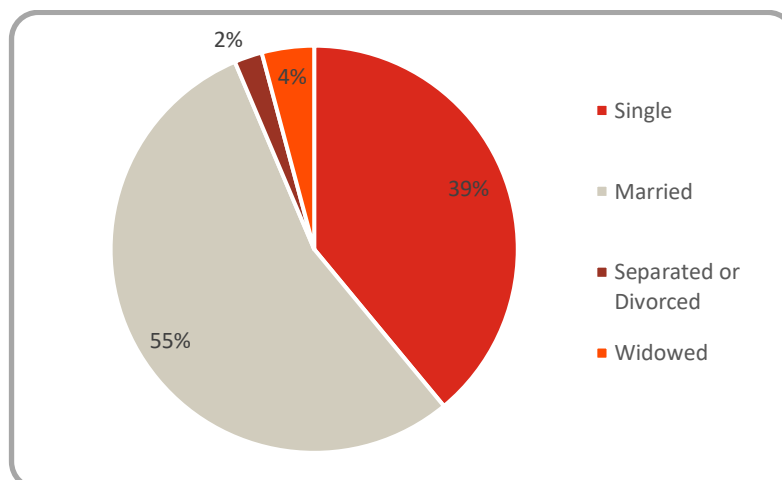


Figure 3: État civil

En moyenne, 56% des personnes interrogées ont des enfants. Au Burkina Faso, 30% des personnes ayant des enfants (ce qui représente 17% de l'échantillon) en ont quatre. Les personnes interrogées ont en moyenne 4 enfants, dont 2 filles (47% des enfants sont des filles). Au Niger, 49% des personnes ayant des enfants (26% du total) ont 4 enfants ou plus. Les enquêtés ont en moyenne 5 enfants dont 3 filles (53% des enfants sont des filles).

Quarante-Sept pour cent de la population totale interrogée n'a pas été à l'école, et seulement 21% ont atteint un niveau d'éducation secondaire ou supérieur. La répartition des niveaux d'éducation pour l'ensemble de l'échantillon et par pays est présentée dans la Figure 4.

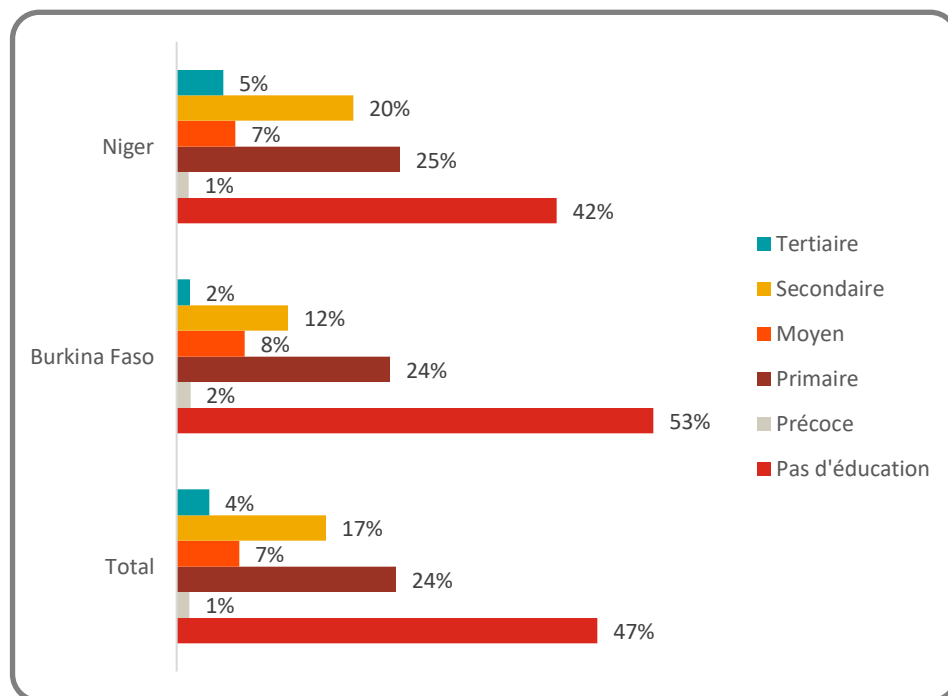


Figure 4: Niveau d'éducation

Seulement 45 % de l'échantillon avait une expérience professionnelle.

Figure 5 Expérience professionnelle

Figure 5 compare les deux pays en termes de pourcentage de répondants ayant une expérience professionnelle. Le Burkina Faso a le pourcentage le plus faible avec seulement 36% des personnes interrogées. Le pourcentage de femmes ayant une expérience professionnelle diffère d'un pays à l'autre. Au Burkina Faso, près de la moitié (43%) des personnes ayant une expérience professionnelle sont des femmes, alors qu'au Niger, ce nombre correspond à seulement un quart de l'échantillon, soit 25%.

Figure 6 Expérience professionnelle par sexe montre la répartition des personnes ayant une expérience professionnelle par sexe.

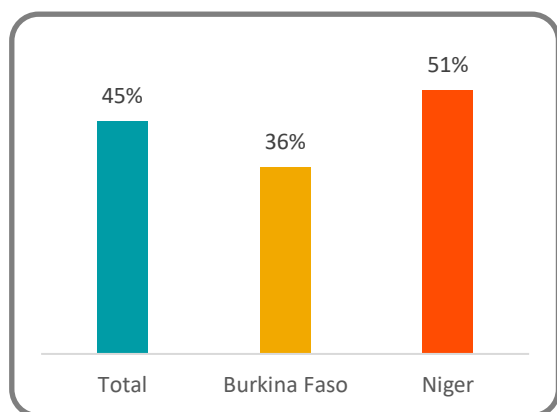


Figure 5 Expérience professionnelle

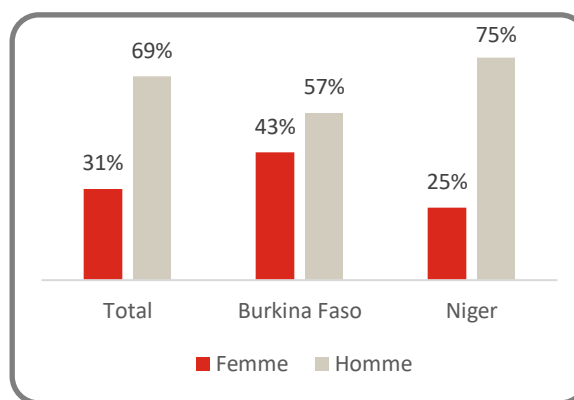


Figure 6 Expérience professionnelle par sexe

L'expérience professionnelle des personnes interrogées se situe dans trois secteurs principaux : L'agriculture (53%), l'élevage (35%) et le commerce (32%). Les autres secteurs sont, entre autres, la mécanique, l'éducation, le transport, la couture, la construction et la restauration.

Génération de revenus

Figure 7 montre le pourcentage de ménages qui pratiquent des activités agricoles (principalement le maraîchage, les cultures de décrue et les cultures céréalières irriguées). Le Burkina Faso présente des pourcentages très faibles, avec seulement 24% des ménages interrogés pratiquant l'une de ces trois activités, contre 73% au Niger.

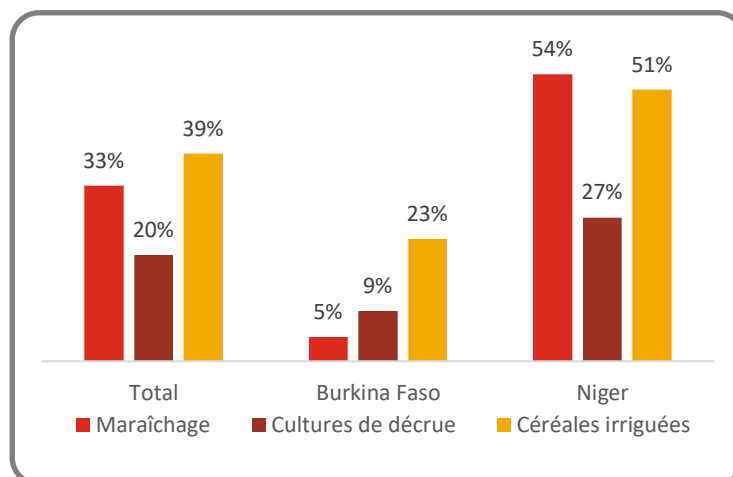


Figure 7: Activités agricoles pratiquées

Ceux qui ne pratiquent pas de cultures céréalières irriguées ont donné la raison indiquée dans le tableau ci-dessous. Figure 8. Pour le Burkina Faso, la raison qui ressort le plus est de loin le manque d'accès à la terre pour des raisons de sécurité (mentionnées par 81% des répondants). Au Niger, les deux principales raisons sont le manque de moyens financiers (50%) et le manque d'accès à la terre en raison de l'indisponibilité de terres agricoles (51%) - ce qui inclut également les situations où les terres sont éloignées. La sécurité est également une raison fréquemment mentionnée au Niger.

"En raison de l'insécurité, il y a eu peu d'activités agricoles et d'élevage (...) Nos animaux sont restés à la maison. Les bergers n'ont pas pris le risque d'emmenner les animaux aux pâturages à cause des attaques des groupes armés. La plupart des paysans se sont déplacés vers les centres urbains. C'est pourquoi nous risquons des lendemains difficiles. Il y a de l'eau mais pas d'agriculture et pas de bétail (...) tout cela à cause de l'insécurité" (Homme, 27 ans, Titao, Burkina Faso)

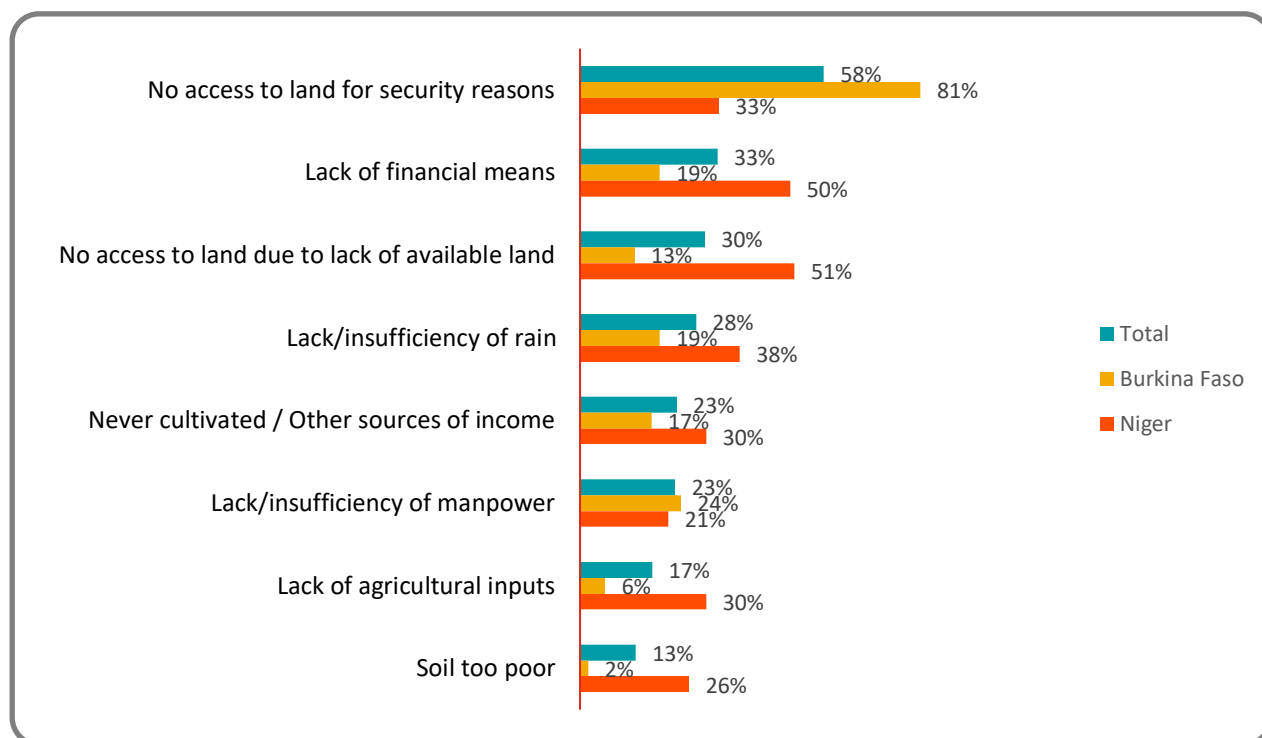


Figure 8 Raisons de ne pas cultiver des céréales irriguées

Après avoir analysé les réponses de ceux qui n'ont pas pu cultiver des céréales irriguées, nous avons constaté que les problèmes de sécurité constituaient un obstacle majeur pour les agriculteurs dans plusieurs municipalités. Plus précisément, 99 % des personnes interrogées à Dori (sur un total de 71), 93 % des personnes interrogées à Thiou (sur 14) et 87 % des personnes interrogées à Djibo (sur 55) ont mentionné la sécurité comme raison. La figure 9 présente une ventilation de ces pourcentages, et le nombre de répondants correspondant à chaque pourcentage est indiqué entre parenthèses.

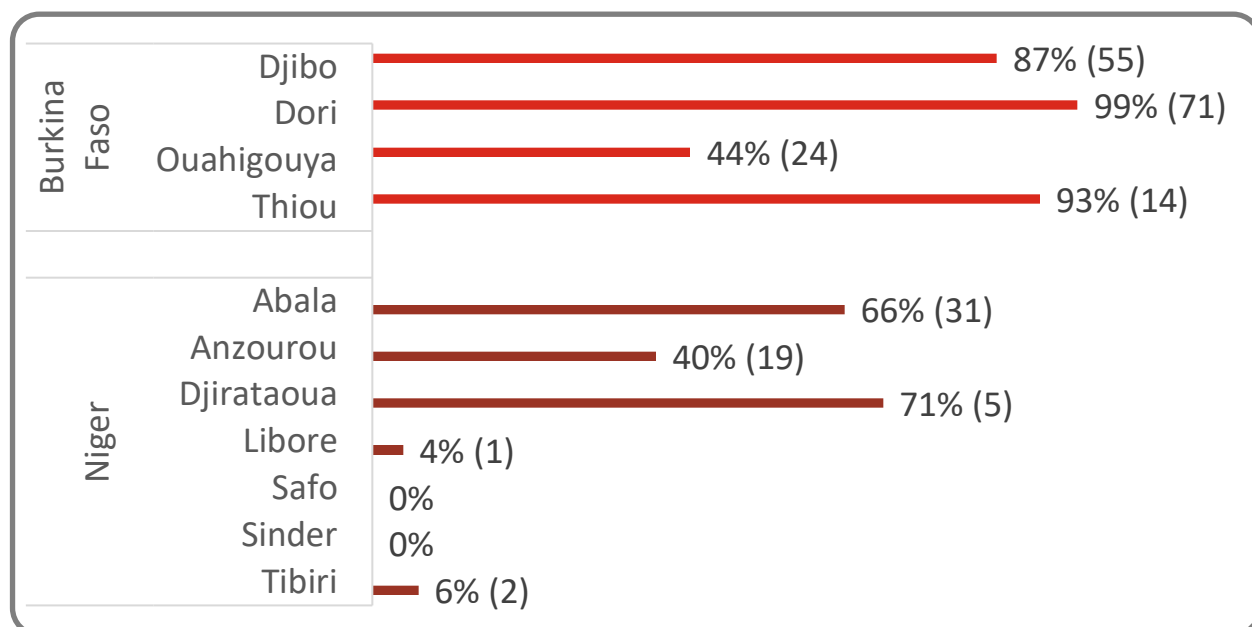


Figure 9 Pourcentage des personnes vivant dans les différentes municipalités qui ont mentionné des problèmes de "sécurité".

La Figure 10 présente les résultats de notre analyse des ethnies des personnes interrogées qui ont cité la sécurité comme raison de leur incapacité à cultiver des céréales irriguées. Le nombre de personnes interrogées correspondant à chaque pourcentage est indiqué entre parenthèses. Nos résultats montrent notamment que la sécurité est une préoccupation importante pour les individus de diverses ethnies au Burkina Faso. Plus précisément, les 20 répondants de l'ethnie Sonrhaï, 97 % des 29 répondants Mossi et 97 % des 46 répondants Peulh ont cité la sécurité comme un obstacle.

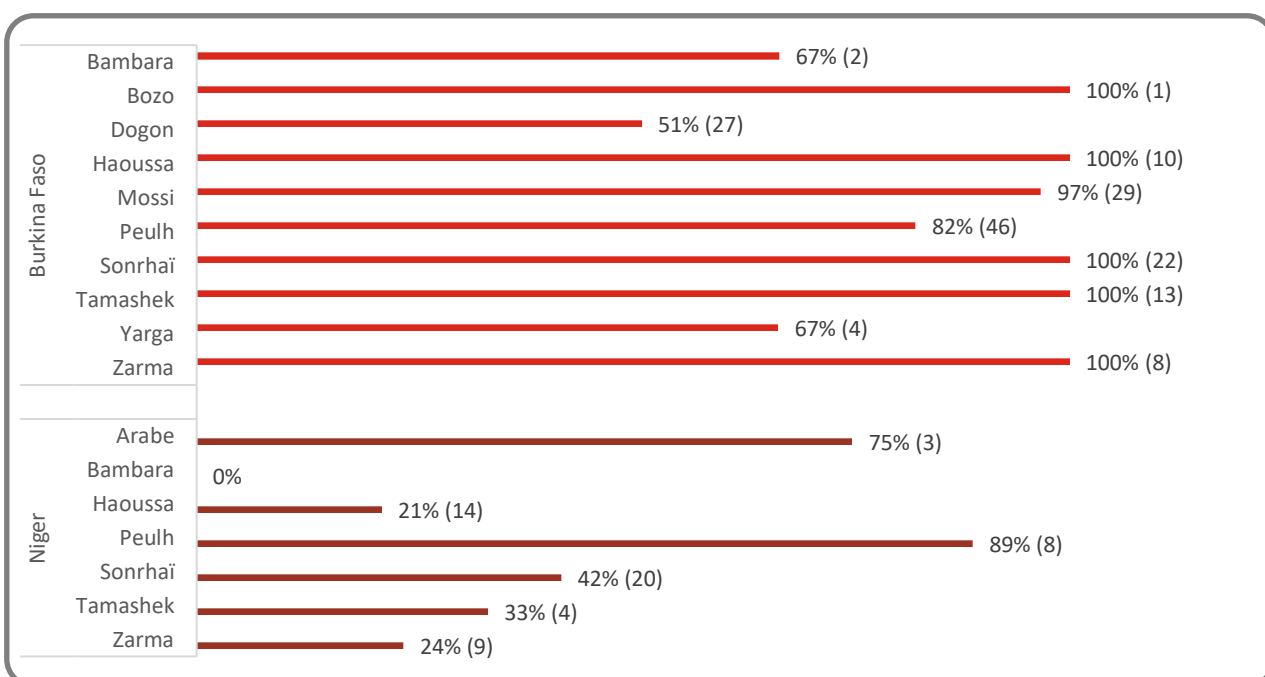


Figure 10 Pourcentage de personnes issues de différentes ethnies ayant mentionné des préoccupations liées à la "sécurité".

Trois-Cent-Trente personnes exerçant au moins l'une des trois activités mentionnées ci-dessus ont été interrogées, dont 63 au Burkina Faso et 267 au Niger. Ces personnes ont été interrogées sur leurs activités de récolte de l'année précédente et de l'année en cours, ainsi que sur leurs perspectives de production. Selon les résultats de l'enquête, 86% de ces personnes ont effectué des récoltes l'année dernière, soit 83% des répondants du Burkina Faso et 87% de ceux du Niger. La figure 9 montre que la récolte a été plus productive au Niger qu'au Burkina Faso. Aucune des personnes interrogées qui ont fait des récoltes au Burkina Faso n'a déclaré une bonne récolte, tandis que 65% ont déclaré que leur récolte avait été mauvaise. En revanche, 21% des personnes interrogées au Niger ont déclaré que la récolte était bonne, tandis que 36% ont déclaré qu'elle était mauvaise ou très mauvaise.

En ce qui concerne la récolte de cette année, l'enquête a révélé que 87% des personnes interrogées prévoient de faire une récolte (84% des personnes interrogées au Burkina Faso et 88% des personnes interrogées au Niger). Comme le montre la figure 10, leurs perspectives sont plus positives par rapport aux résultats de la récolte de l'année dernière. Au Burkina Faso, 81% des personnes interrogées s'attendent à une récolte de niveau moyen, tandis que 11% s'attendent à une bonne récolte. Au Niger, 86 % des personnes interrogées s'attendent à une récolte bonne ou moyenne.

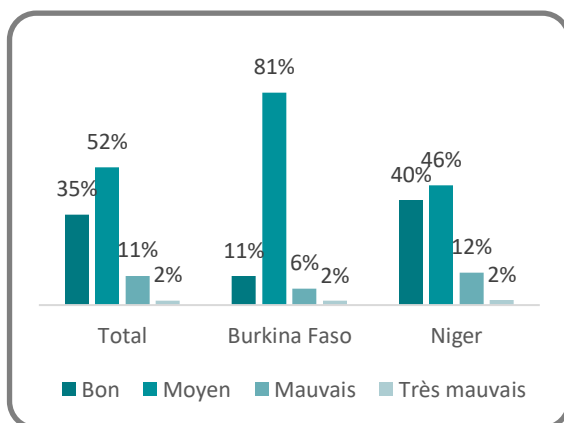


Figure 11 Retour d'information sur la récolte de l'année précédente

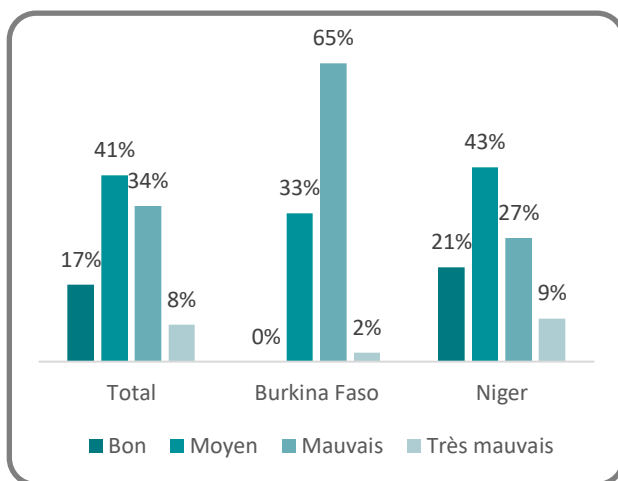


Figure 12 Perspectives de la récolte de cette année

La figure 13 montre que les principaux obstacles aux activités génératrices de revenus citées par les personnes interrogées au Burkina Faso diffèrent de ceux du Niger. Au Burkina Faso, le principal obstacle est l'insécurité (91%), suivie par le manque d'opportunités d'emploi (48%) et le manque d'argent liquide (38%). A l'inverse, au Niger, l'argent liquide est la principale contrainte (69%), suivie du manque d'opportunités d'emploi (54%) et de la perte des moyens de production (36%). Une femme au Niger a souligné que les femmes sont confrontées à des obstacles pour devenir entrepreneurs.

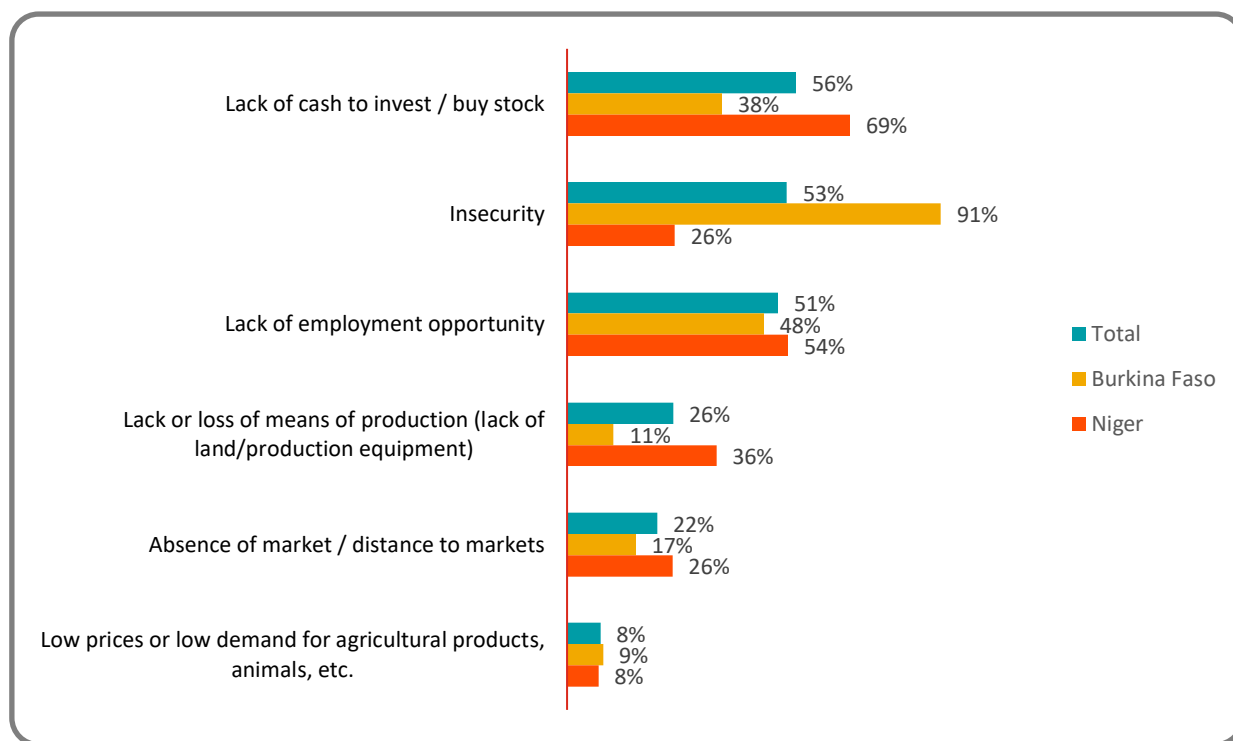


Figure 13 Contraintes liées à l'exercice d'activités génératrices de revenus

La particularité du Burkina Faso et du Niger réside dans le fait que l'insécurité couvre une grande partie de leur territoire. Cette situation ne facilite pas la création de revenus. En effet, les agriculteurs subissent des pressions et sont parfois contraints d'abandonner leurs champs, tandis que les marchés sont attaqués par des groupes armés et djihadistes.

"A Djibo, les attaques des groupes armés ont contraint les populations à abandonner leurs champs. Ils sont exposés à une crise alimentaire qui pourrait être moins ressentie si les gens avaient la possibilité d'exploiter leurs champs" (Homme, Djibo, Burkina Faso).

"Les attaques des groupes armés font peur à tout le monde. Personne n'ose venir approvisionner nos marchés. Il y a de moins en moins de chauffeurs qui veulent prendre le risque. Je ne connais aucune famille qui ne soit pas affectée par cette situation. Ici, tout le monde est fatigué. Tout le monde est fatigué. Notre principale préoccupation est de trouver de la nourriture. Lorsque les groupes armés ont commencé à mener des attaques, la préoccupation des parents était la scolarisation des enfants. Aujourd'hui, la préoccupation est de savoir comment et où trouver de la nourriture" (Femme, 42 ans, Kaya, Burkina Faso)

L'insécurité

Interrogés sur la situation sécuritaire dans leur village ou leur communauté, la plupart des répondants du Burkina Faso (98 pour cent) ont déclaré que la situation était mauvaise, très mauvaise ou même catastrophique. Au Niger, le pourcentage de personnes interrogées décrivant la situation comme mauvaise ou très mauvaise est étonnamment plus faible (56%), le reste des personnes interrogées déclarant que la situation est bonne ou acceptable. La figure 32 montre les préoccupations sécuritaires citées, et les différences entre les deux pays peuvent être observées, avec des proportions beaucoup plus élevées au Burkina Faso qu'au Niger pour toutes les préoccupations citées. Il est intéressant de noter que tous les répondants qui n'ont pas mentionné de problèmes de sécurité sont originaires du Niger, plus précisément des communes de Djirataoua, Libore et Tibiri.

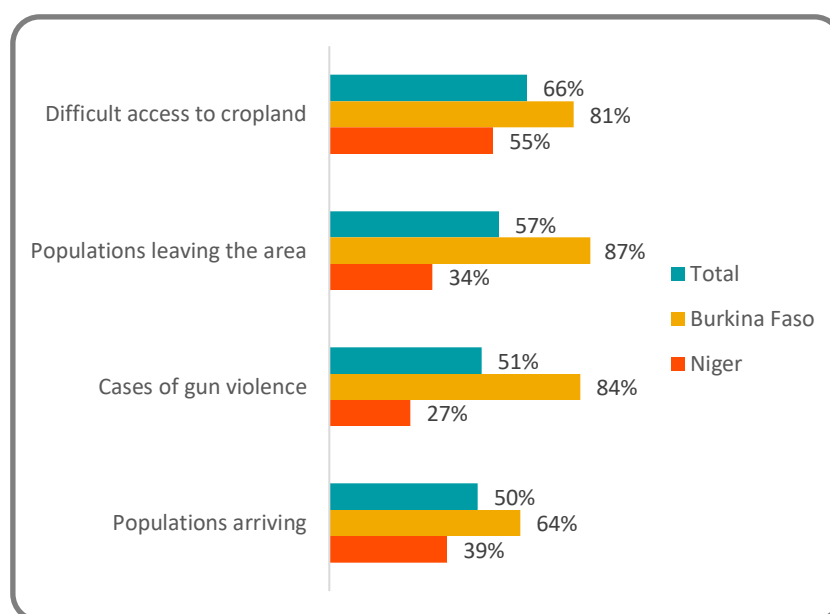


Figure 14 Préoccupations en matière de sécurité

Les déplacements de population sont devenus un problème important dans la région, de nombreuses personnes se déplaçant vers des villages moins touchés à la recherche de nourriture. En conséquence, les ménages sont souvent contraints de laisser derrière eux leur famille et leurs réseaux de soutien social, ce qui accroît la vulnérabilité de ces personnes.

"Les populations riveraines des frontières entre le Niger et le Mali ont presque toutes fui leurs villages à cause des attaques des groupes armés. C'est le cas des femmes de Doukou Saraou et de Kofouno, dans la commune d'Anzourou, dans la région de Tillabéry. Ce sont les femmes et les enfants qui souffrent le plus en cas d'attaques car, en plus d'être vulnérables, il leur est très difficile d'échapper aux invasions inopinées des groupes armés" (Femme, 32 ans, Anzourou, Niger).

Le changement climatique

Presque toutes les personnes interrogées ont déclaré avoir observé des changements dans la quantité et la fréquence des précipitations dans leurs villages. Cependant, la nature de ces changements diffère sensiblement entre le Burkina Faso et le Niger. Au Burkina Faso (comme le montre la figure 14), 70 % des personnes interrogées ont signalé une diminution des précipitations

entraînant une sécheresse, tandis qu'au Niger (comme le montre la figure 15), 79 % des personnes interrogées ont signalé une augmentation des précipitations entraînant des inondations. Parmi les autres changements mentionnés par les personnes interrogées figurent la répartition inégale des précipitations, le manque de terres arables, les retards dans les précipitations, l'augmentation des vents et la hausse des températures.

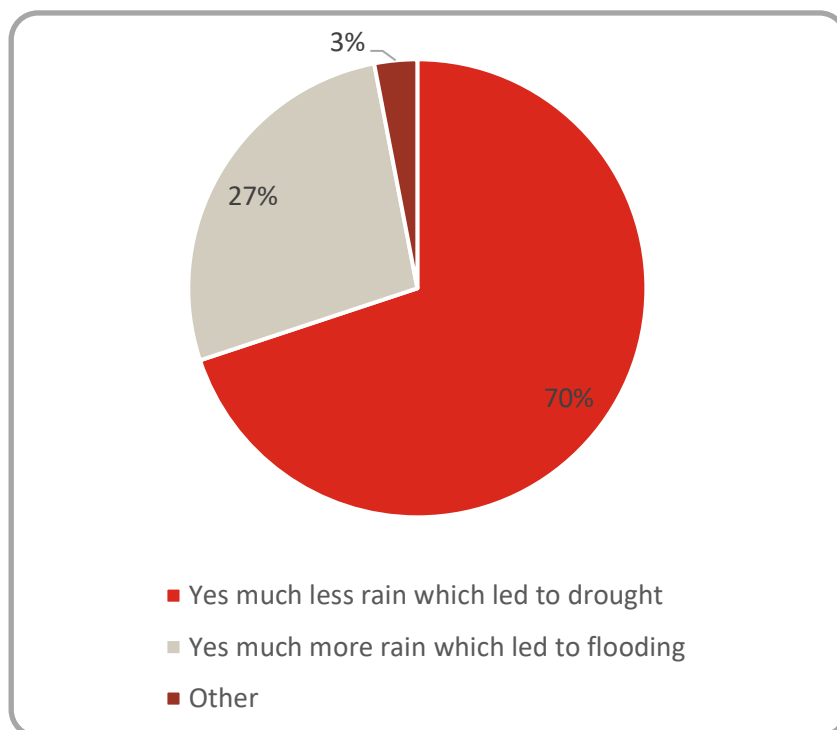


Figure 15 Évolution de la pluviométrie - Burkina Faso

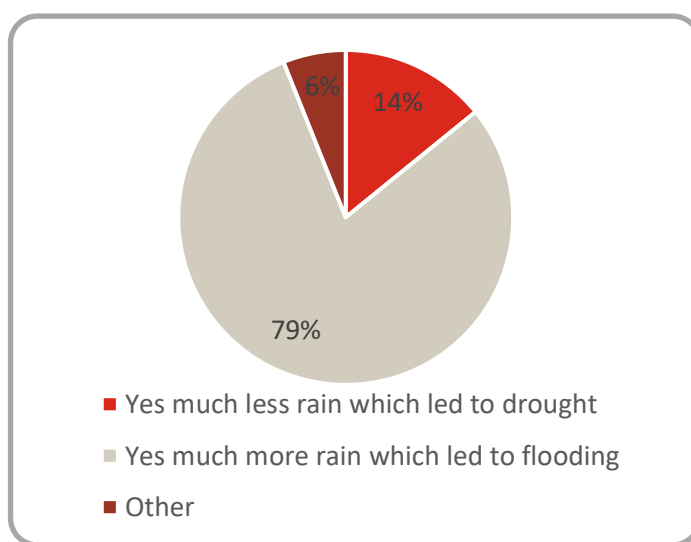


Figure 16 Évolution de la pluviométrie - Niger

Quatre-vingt-six pour cent des personnes interrogées dans les deux pays s'accordent à dire que la principale conséquence du changement climatique est la diminution de la production agricole.

Cette conséquence est suivie par l'insuffisance des précipitations, mentionnée par 73 % des personnes interrogées au Burkina Faso et 40 % au Niger. Au Burkina Faso, les autres conséquences mentionnées comprennent la répartition inégale des précipitations et les inondations, tandis qu'au Niger, les répondants ont mentionné l'inondation des maisons et des champs, la destruction des maisons, la perte de production agricole, l'exode rurale des jeunes, la famine, la dégradation de l'environnement, la sécheresse et les maladies. Sur une note légèrement positive, deux personnes interrogées ont reconnu l'intervention positive des ONG. Un homme de Djirataoua a déclaré que "la situation est en train d'être maîtrisée par une ONG", tandis qu'un autre a déclaré que "l'intervention d'une ONG a compensé les dégâts".

Les conflits fonciers

Au Burkina Faso, 36% des personnes interrogées ont déclaré qu'il y avait des conflits fonciers dans leur village, tandis qu'au Niger, le pourcentage est de 76%.

Les personnes qui ont déclaré qu'il y a des conflits fonciers au Burkina Faso appartiennent principalement aux groupes ethniques suivants :

- les Dogons (44%, soit 42 répondants), dont 62% sont originaires de Ouahigouya et 29% de Thiou, et
- les Peulhs (24% ou 23 répondants) dont 74% de Thiou et 22% de Djibo

Les personnes qui ont déclaré qu'il y avait des conflits fonciers au Niger appartiennent principalement aux groupes ethniques suivants :

- les Haoussa (40 %, soit 113 répondants), dont 50 % sont originaires de Djirataoua et 27 % de Safo, et
- les Sonrhäi (36% ou 101 répondants) dont 60% sont originaires de Sinder et 26% d'Anzourou.

Dans l'ensemble, 89% des Sonrhäi et 71% des Haoussa interrogés au Niger ont déclaré qu'il y avait des conflits fonciers dans leur village.

Les éleveurs et les agriculteurs sont particulièrement touchés, mais également les personnes travaillant dans l'artisanat et le commerce au Burkina Faso. En outre, des conflits sont signalés entre les propriétaires terriens et la population dans son ensemble, ainsi qu'entre les individus concernant le prix des terres. Au Niger, les pêcheurs et les riziculteurs sont également affectés par les conflits fonciers. De plus, il est à noter que certains individus ont des conflits avec le chef local et la mairie.

Les personnes interrogées ont également été invitées à identifier les groupes ethniques principalement impliqués dans les conflits fonciers. Nombre d'entre elles ont répondu qu'aucune ethnie spécifique n'était visée. La plupart de ceux qui ont donné cette réponse étaient des Haoussa de Tibiri, au Niger. Certaines personnes interrogées n'avaient pas de réponse, et un homme du Burkina Faso (âgé de 10 à 14 ans) a même déclaré : "Je ne peux pas le dire". D'après les réponses reçues, aucune ethnie ne s'est distinguée comme étant spécifiquement impliquée dans les conflits. Au Burkina Faso, les ethnies les plus fréquemment citées sont les Peulhs (98%), les Dogons (83%) et les Mossi (35%). Au Niger, les ethnies mentionnées sont plus nombreuses et les principales sont les Peulhs (68%), les Sonrhäi (58%) et les Haoussas (55%).

Il est important de noter que les conflits fonciers prennent de nombreuses formes, comme le rapportent les personnes interrogées. La figure 17 montre que les formes les plus courantes de

conflits fonciers se traduisent par des affrontements entre personnes (67%), le blocage de l'accès aux terres cultivées (60%) et la destruction de biens (46%). D'autres formes mentionnées par les personnes interrogées sont le blocage du passage du bétail, les disputes, les visites répétées à l'autorité judiciaire, les litiges, les insultes, les rancunes, les coups de couteau, les meurtres, et même l'expulsion des femmes de leurs maisons.

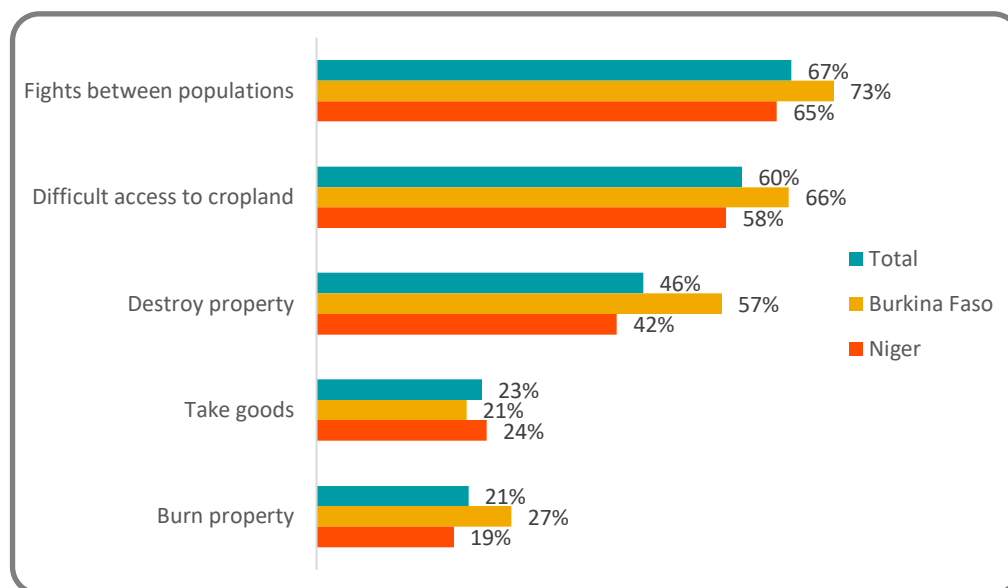


Figure 17 Formes de conflits fonciers

Le Covid-19 et la crise ukrainienne

La pandémie de COVID-19 et le conflit ukrainien ont eu des effets significatifs sur la situation au Burkina Faso et au Niger, conduisant principalement à la crise alimentaire. L'enquête a montré que la crise de COVID-19 a été le principal facteur de la hausse des prix des denrées alimentaires (70 %). La restriction de la circulation des personnes (66%), la fermeture des frontières (66%) et la fermeture des marchés (59%) sont d'autres conséquences majeures. Au Niger, il n'a pas été fait mention de l'interdiction des congrégations, de la fermeture des mosquées et des écoles, de la pénurie de ressources, de l'insécurité alimentaire, des maladies et des décès liés à la pandémie de COVID-19. Comme pour la crise ukrainienne, les conséquences partagées diffèrent légèrement du Burkina Faso au Niger. Peu de répondants ont mentionné qu'il n'y a pas de conséquences ou qu'ils ne savent pas quelles sont les conséquences (4% des répondants du Burkina Faso et 10% de ceux du Niger). La majorité, cependant, a mentionné les conséquences indiquées dans la Figure 18. Au Niger, la principale autre conséquence mentionnée est l'augmentation des prix du carburant et du gaz.

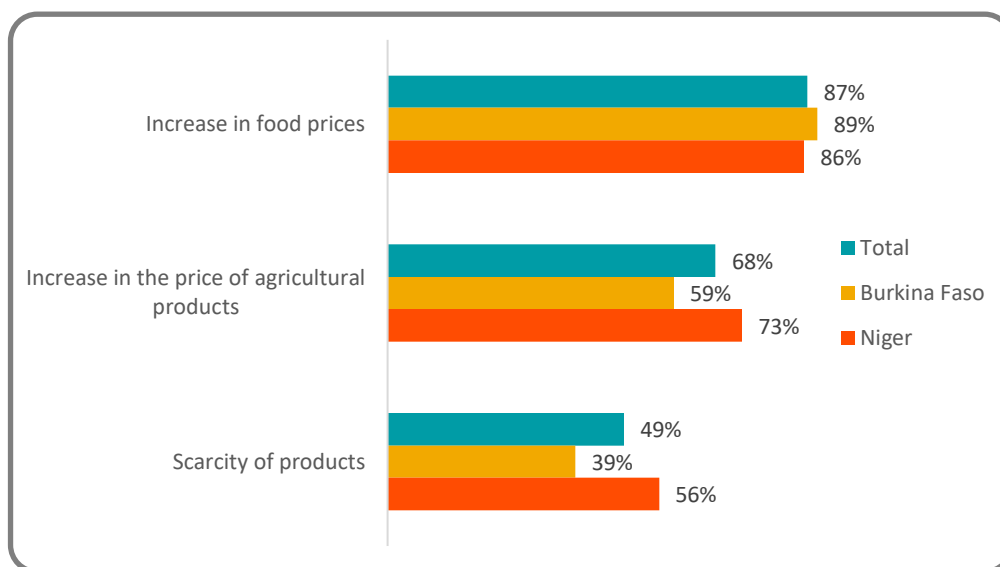


Figure 18: Conséquences de la crise ukrainienne

La crise alimentaire

En ce qui concerne la crise alimentaire, l'augmentation des prix des denrées alimentaires est la conséquence la plus importante, citée par 96% des personnes interrogées selon la figure 19. Les personnes interrogées au Burkina Faso et au Niger ont également mentionné la mendicité comme une conséquence de la crise alimentaire. D'autres conséquences ont également été signalées, telles que les difficultés économiques et la pauvreté, le déplacement massif des jeunes et de la population rurale, l'abandon massif de l'enseignement primaire, la perte de bétail, le manque total de nourriture pour certains ménages, la perte de pouvoir d'achat et l'incapacité à payer la nourriture, la faim, les maladies, et bien d'autres encore.



Figure 19 Conséquences de la crise alimentaire

Tout comme la crise sécuritaire, la crise alimentaire a également provoqué de nombreux déplacements de populations.

"Face à cette difficulté à s'alimenter, les familles sont contraintes de se rendre dans les villages où les agents humanitaires distribuent de l'aide alimentaire et des transferts d'argent" (Fille, 15 ans, originaire d'Abala, résidant à Maradi, Niger).

Pour ce qui est de la riposte face à la crise alimentaire, 73% des personnes interrogées ont déclaré que les habitants de leur village avaient reçu de l'aide. Au Burkina Faso, 80 % de l'aide provient des ONG, tandis que les 20 % restants proviennent du gouvernement. Au Niger, 57 % de l'aide provient des ONG et 42 % du gouvernement. Les 2 % restants proviennent des dirigeants politiques locaux. Cependant, seulement 17 % des personnes interrogées au Burkina Faso et au Niger ont déclaré que l'aide était suffisante pour faire face à la crise alimentaire.

Le Sahel fait l'objet de crises alimentaires et nutritionnelles récurrentes dont les causes multiples d'origine structurelle et conjoncturelle sont aggravées par l'érosion de la résilience des populations et l'insécurité qui sévit dans la région. Les récentes crises du COVID-19 et de l'Ukraine ont encore accentué la crise alimentaire.

Il est intéressant de noter que l'augmentation des prix des denrées alimentaires est la première conséquence mentionnée par les personnes interrogées pour le COVID-19, les crises ukrainiennes et alimentaires. Cette situation complexe a été clairement expliquée par Ansou, un homme originaire de Dori, au Burkina Faso :

"Depuis des mois, le Burkina Faso est confronté à la hausse des prix des denrées alimentaires. Les marchés locaux sont de moins en moins approvisionnés et les produits de première nécessité sont presque intouchables en raison de la hausse extrême des prix. Les raisons invoquées sont la cherté du carburant, les taxes à l'importation étant devenues elles aussi onéreuses. Tout est mis sur le compte de la guerre en Ukraine. Vraie ou faux, cette guerre, même si elle se déroule loin de l'Afrique, a radicalement compliqué la vie des populations".

Abdelrahmane, un autre homme de Dori, au Burkina Faso, complète ce qui précède et partage son point de vue :

"Il suffit que le prix d'un produit augmente pour que tous les autres le rattrapent. Ce qui est étrange, c'est que nous mettons tout sur le dos de la guerre en Ukraine".

De même, un homme de Kollo, au Niger, témoigne :

"Les prix des denrées alimentaires ont augmenté de manière surprenante à Kollo et ailleurs. C'est la même chanson partout. Les denrées de base ont augmenté et, dans certaines régions, les prix ont même augmenté de plus de je ne sais quel pourcentage".

Les gens continuent d'attendre une solution à la crise alimentaire, les Nigériens étant plus optimistes que les Burkinabés (74 % au Niger contre 58 % au Burkina Faso). La majorité s'attend à ce que le changement vienne des ONG (74% au Burkina Faso et 66% au Niger). Cependant, un pourcentage significatif s'attend à ce que le changement vienne du gouvernement (33% au Burkina Faso et 52% au Niger). En fait, certains ont mentionné que le soutien devra venir à la fois du gouvernement et des ONG. Un répondant a déclaré : "Le gouvernement vient en premier, et les ONG viennent le soutenir".

Au Burkina Faso, plus de 90 % de la population s'attend à une aide à la création d'emplois (95 %), à une aide alimentaire (93 %) et à une aide financière (92 %) en réponse à la crise alimentaire. Au Niger, les attentes sont moindres : 66 % des personnes interrogées s'attendent à la création d'emplois, 65 % à de l'argent liquide et 56 % à des denrées alimentaires.

Une jeune fille de 17 ans, originaire de Dori, au Burkina Faso, insiste, elle aussi, sur la nécessité d'une aide :

"Actuellement, de nombreuses populations ont besoin d'aide d'urgence. Si rien n'est fait, je pense que ce sera catastrophique car beaucoup de populations ont du mal à se nourrir. C'est le cas dans plusieurs localités du Burkina Faso où le manque de nourriture est le quotidien des populations. Certaines sont obligées de ne prendre qu'un seul repas par jour, et encore quand ils peuvent".

Encadré I - Crise alimentaire et avenir des enfants



Webmaster B24 Send an email24/05/2022

Dans le Sahel central, l'avenir de centaines de milliers de filles est menacé par une crise alimentaire négligée. Si elle n'est pas résolue, la crise alimentaire dans le Sahel central pourrait saper tous les autres efforts humanitaires et faire reculer l'ensemble des progrès réalisés au cours de la dernière décennie en matière de développement humain et de droits de l'homme, y compris les droits des filles et l'égalité entre les sexes.

Les stratégies d'adaptation

Les personnes interrogées ont déclaré qu'au cours des six derniers mois, les éléments suivants ont eu un impact négatif sur la capacité de leur ménage à acheter de la nourriture et des produits non alimentaires. D'autres chocs ont également été mentionnés, mais par moins de personnes. Seuls 5 % ont déclaré qu'il n'y avait pas eu de chocs au cours des six derniers mois :

Tableau 1: Chocs subis au cours des 6 derniers mois

	Burkina Faso	Niger
Insécurité	91%	39%
Déplacements	63%	14%
Dépenses de santé irrégulières / Malade dans le ménage	26%	34%
Rupture familiale	41%	10%
Vol	22%	23%
Perte d'emploi / Réduction ou irrégularité des salaires	16%	22%
Déficit pluviométrique / Sécheresse	16%	20%

Perte irrégulière de bétail (mortalité, vol, etc.)	21%	16%
Dégâts causés aux cultures par les animaux (criquets, oiseaux, etc.)	2%	19%

Les ménages ressentent encore les effets de ces chocs (88% des répondants au Burkina Faso et 78% au Niger).

Les populations des deux pays ont recours à diverses stratégies pour faire face aux défis auxquels elles sont confrontées. En ce qui concerne les stratégies de survie alimentaire, la majorité des personnes interrogées au Burkina Faso et au Niger ont recours à des aliments moins appréciés et moins chers. Il est à noter que toutes les autres stratégies d'adaptation basées sur le régime alimentaire sont plus courantes au Niger qu'au Burkina Faso. La liste complète des stratégies d'adaptation basées sur le régime alimentaire est présentée dans la figure 20.

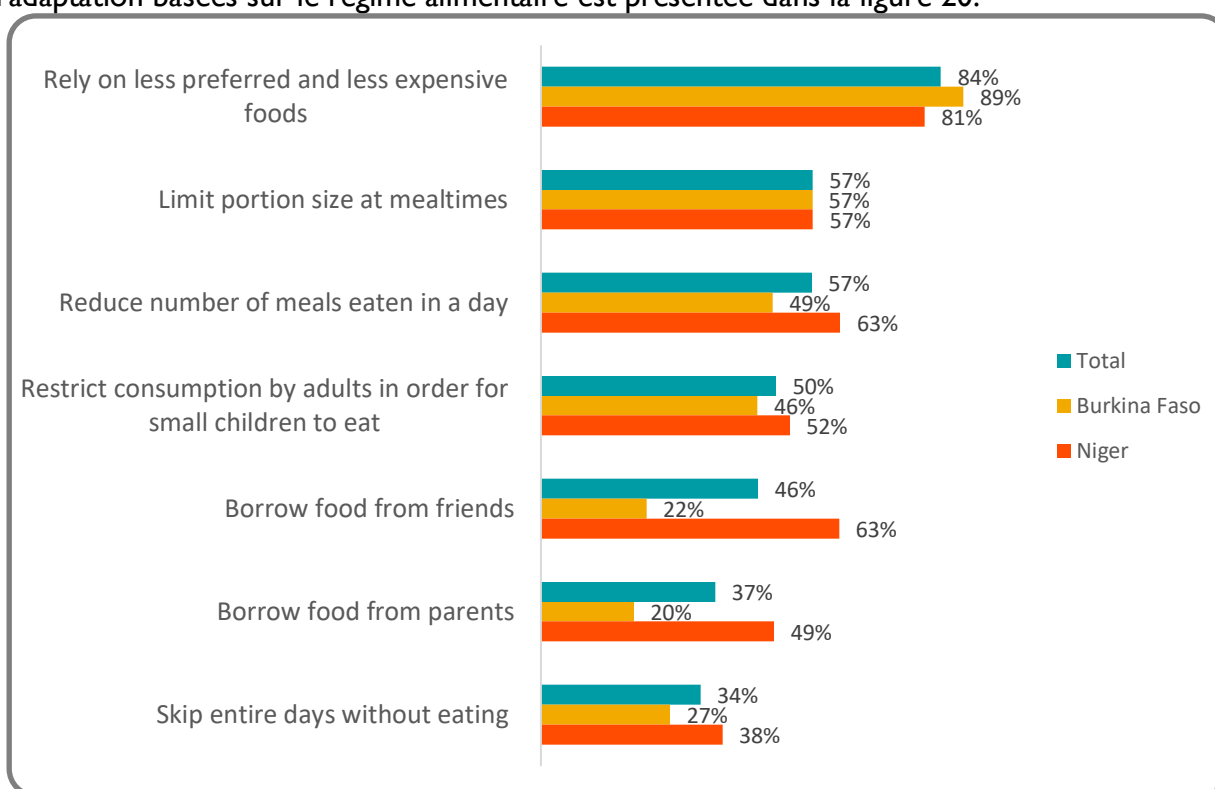


Figure 20 Stratégies d'adaptation alimentaires

Les données qualitatives recueillies confirment ces résultats :

"Le manque de ressources et la pauvreté poussent de nombreux ménages à réduire le nombre de repas qu'ils préparent chaque jour. Aujourd'hui, de nombreuses familles ont recours à des aliments moins chers. La situation est exacerbée par l'insécurité. Les marchés locaux sont à peine approvisionnés à cause des attaques. La dernière fois, ce sont les camions qui approvisionnaient Djibo qui ont été attaqués" (Homme, 22 ans, Dori, Burkina Faso).

" La grande majorité des familles ne mangent qu'une fois par jour, et la qualité de la nourriture n'est pas particulièrement bonne. A Ouahigouya, la situation est moins compliquée pour le moment. Ils ont la possibilité de prendre 2 repas par jour, mais la qualité est très mauvaise. Pour les enfants et les femmes

enceintes, la situation est très compliquée car ils ont besoin de repas de qualité en quantité, ce qui est devenu rare" (Femme, 21 ans, Ouahigouya, Burkina Faso).

"La crise alimentaire a considérablement affecté la vie quotidienne des habitants du Burkina Faso. Les prix des denrées alimentaires ayant doublé, voire triplé dans certains marchés locaux, la vie est devenue extrêmement difficile. Cela est particulièrement vrai dans des marchés comme Titao, Djibo, Markoye, Dori et Gorom-Gorom, où les prix des produits de base ont grimpé en flèche. En raison des prix élevés et de l'indisponibilité des produits alimentaires essentiels, les familles ont du mal à nourrir leurs enfants. Certaines familles ont même dû réduire le nombre de repas quotidiens qu'elles préparent, passant de trois à un. D'autres ont réduit la quantité de nourriture qu'elles préparent ou ne cuisinent que deux ou trois fois par semaine, en donnant la priorité aux enfants. Chaque famille a sa propre stratégie de survie pour faire face à la crise" (Père de famille, Dori, Burkina Faso)

Les Figure 21 et Figure 22 présentent les principales dépenses des ménages avant et pendant la crise alimentaire au Burkina Faso et au Niger, respectivement.

Avant la crise, le régime alimentaire de la population du Burkina Faso était assez diversifié. Avec la crise, la consommation de "maïs, mil, sorgho, riz, pain/noix, pâtes" et "arachides et légumineuses" a augmenté de manière significative, tandis que la consommation de "fruits" a beaucoup diminué.

Au Niger, les choix d'aliments étaient déjà limités avant la crise, et la situation s'est aggravée aujourd'hui, la majorité de la population dépendant d'un régime alimentaire composé de "maïs, millet, sorgho, riz, pain/beignets, pâtes". La consommation de toutes les catégories d'aliments a diminué, les dépenses consacrées à la "viande, au poisson, aux fruits de mer, aux escargots et aux œufs" n'atteignant plus que 6 %. Cette situation est très préoccupante, en particulier pour les enfants qui ont besoin de protéines en quantité suffisante pour leur croissance et leur développement.

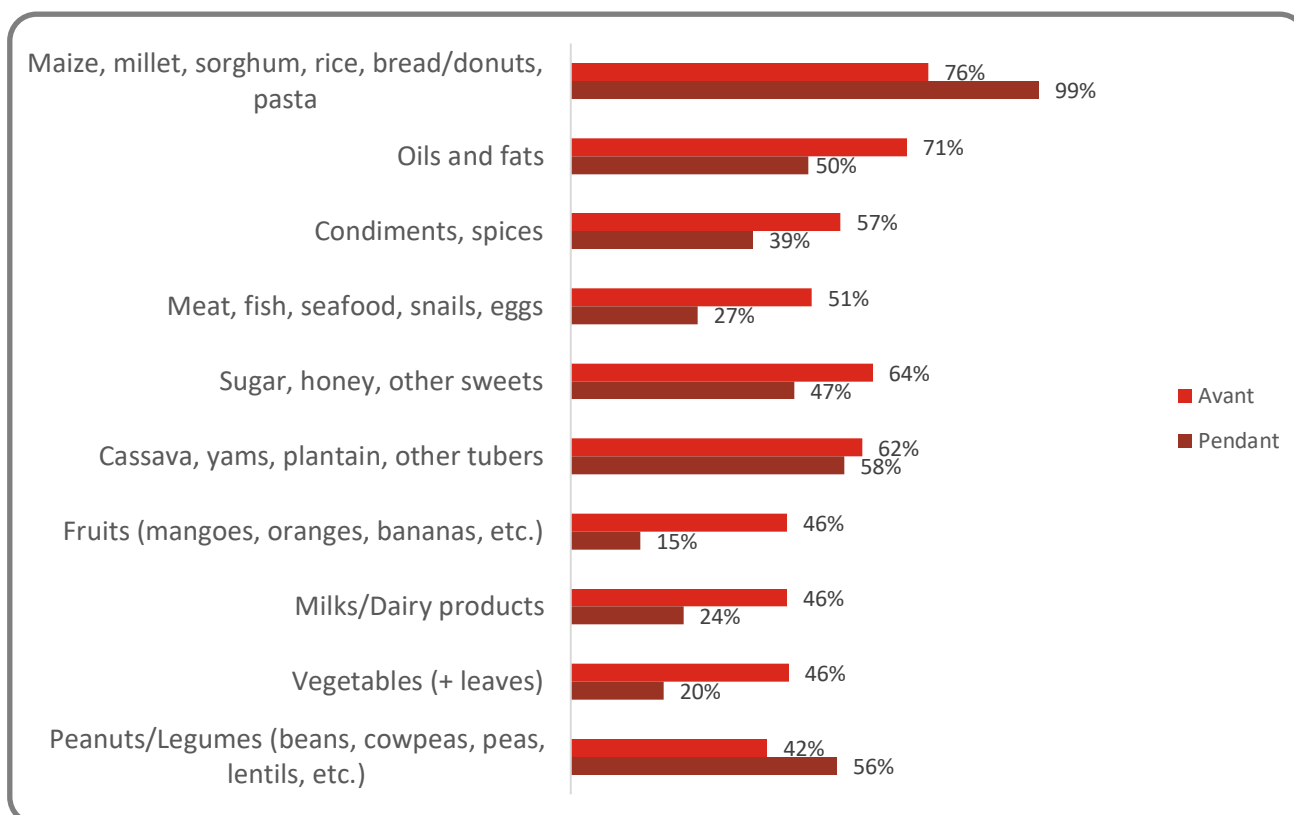


Figure 21 Principales dépenses des ménages avant et pendant la crise alimentaire - Burkina Faso

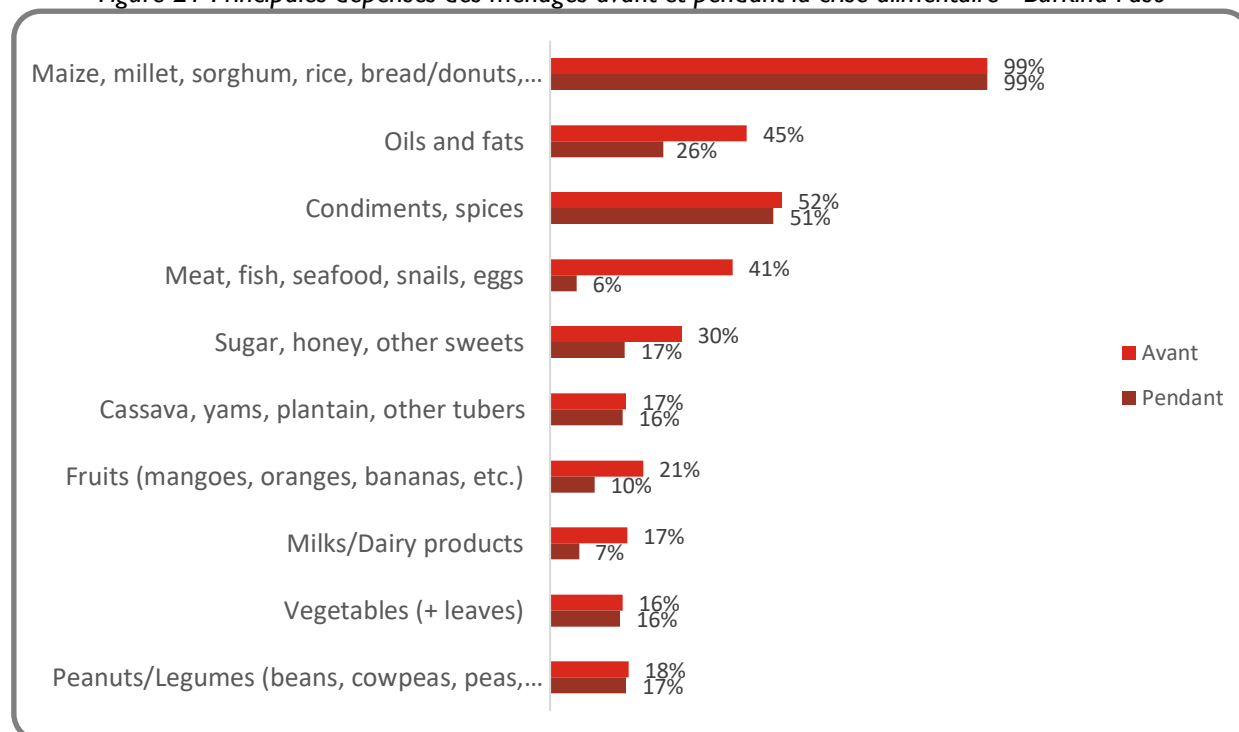


Figure 22 Principales dépenses des ménages avant et pendant la crise alimentaire - Niger

" La crise alimentaire touche de manière disproportionnée les plus pauvres, car la hausse des prix rend souvent les produits de première nécessité inabordables. Dans de nombreux foyers de personnes démunies,

les repas sont particulièrement simplistes, manquant de nutriments essentiels tels que les légumes et la viande, et se composant principalement de condiments." (Femme, 18 ans, Tillabéry, Niger)

La combinaison de stratégies d'adaptation alimentaire et d'une mauvaise alimentation constitue une menace sérieuse pour la santé de la population et pourrait conduire à la malnutrition et à la sous-alimentation⁴.

Les membres de la communauté ont déclaré que les problèmes de nutrition touchaient principalement les femmes et les filles.

"Les femmes et les filles sont moins bien nourries que les hommes. Elles mangent après tout le monde parce que ce sont elles qui préparent" (Femme, 18 ans, Tillabéry, Niger).

"La tradition veut que ceux qui préparent les repas mangent après les autres. C'est la situation à Abala" (Femme, 33 ans, Abala, Niger).

En période de crise, la dynamique du pouvoir patriarcal tend à s'intensifier, ce qui marginalise encore plus les femmes et les filles en augmentant leur vulnérabilité.

En ce qui concerne les stratégies d'adaptation qui n'impliquent pas de nourriture, la vente d'animaux est l'une des plus courantes. La liste complète est présentée à la figure 21. Il est évident que les stratégies d'adaptation peuvent varier considérablement d'un pays à l'autre.

⁴ La malnutrition se caractérise par un manque de nutriments dans l'organisme. Les causes possibles sont une alimentation déséquilibrée, des troubles digestifs ou une maladie. Les symptômes sont la fatigue, les vertiges et la perte de poids. Non traitée, la malnutrition peut également entraîner un handicap physique ou mental. La sous-alimentation, quant à elle, est un état de manque important de nourriture caractérisé par un apport alimentaire insuffisant pour couvrir les dépenses énergétiques quotidiennes d'un individu et entraînant des carences nutritionnelles. La dénutrition prolongée entraîne des lésions irréversibles des organes et, à terme, la mort.

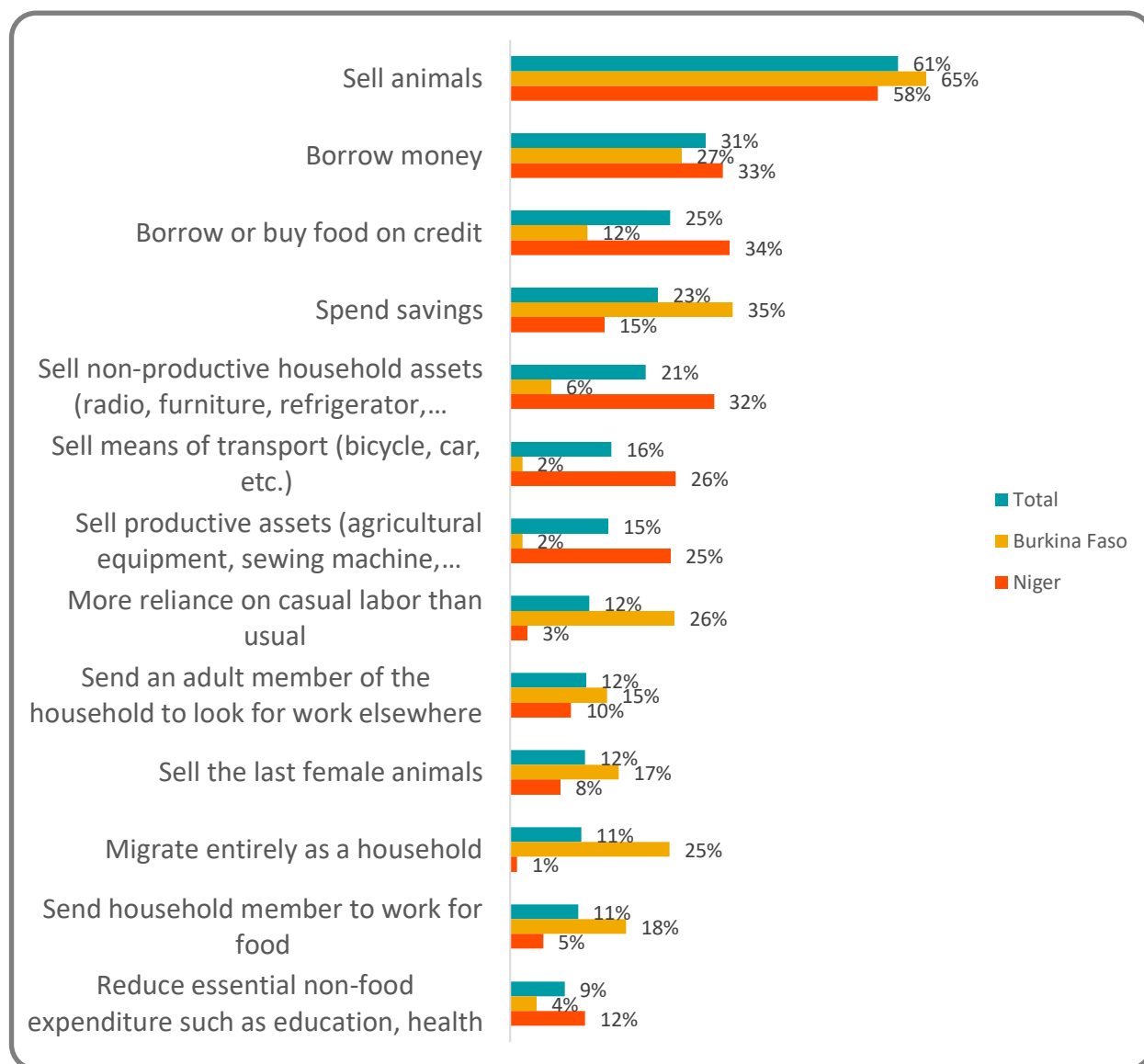


Figure 23 Stratégies d'adaptation non alimentaires

"Des familles entières sont contraintes de migrer vers les capitales provinciales comme Dori, Gorom-Gorom ou Kaya pour bénéficier des dons des ONG et du gouvernement" (Homme 21, Dori, Burkina Faso)

"Beaucoup de jeunes ont migré vers les pays voisins comme le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Togo, le Ghana, etc. pour trouver de quoi envoyer à leurs proches restés au village. Sans eux et sans l'aide humanitaire, les choses allaient être très difficiles" (Homme, 21 ans, Kaya, Burkina Faso)

Au Niger, 12 % des personnes interrogées ont déclaré qu'elles "réduiraient les dépenses non alimentaires essentielles telles que l'éducation et la santé" (contre 4 % au Burkina Faso). La moitié d'entre eux sont originaires d'Abala, au Niger. Seulement 2% des personnes interrogées ont déclaré qu'elles retireraient leurs enfants de l'école. Il s'agit principalement des Dogons et des Peulhs vivant à Ouahigouya et Thiou au Burkina Faso, ainsi que des Sonrhais vivant à Anzourou au Niger. D'autres stratégies d'adaptation mentionnées au Niger sont la consommation des stocks de semences pour la saison suivante et la vente de terres.

La crise alimentaire tend à donner la priorité à d'autres besoins essentiels. L'école ou la scolarisation des enfants n'est plus une priorité. Les parents sont plus préoccupés par la satisfaction des besoins alimentaires que par la scolarisation. En d'autres termes, il faut survivre pour aller à l'école :

"Avant de penser à l'école, il faut penser à son estomac. Une personne qui a l'estomac vide, c'est une tête sans oreille. Actuellement, la priorité est de trouver quelque chose à se mettre sous la dent" (Homme, 42 ans, Kaya, Burkina Faso).

"La hausse des prix des produits alimentaires tels que le sucre, l'huile, la viande et les légumes pèse lourdement sur le budget de nos familles. Aujourd'hui, nos parents sont plus préoccupés par l'alimentation de leurs enfants que par leur éducation. De toute façon, avec les attaques des groupes armés, l'école a été très affectée et n'est plus une priorité, et la crise alimentaire n'a fait que confirmer cela" (Jeune fille, 16 ans, Dori, Burkina Faso).

Les mariages d'enfants

Les personnes interrogées dans les deux pays pensent que les filles peuvent se marier à un âge plus jeune et les garçons lorsqu'ils sont plus âgés. Figure 24 montre que les graphiques des filles sont orientés vers la gauche, avec un pic d'âge entre 14 et 16 ans, tandis que les graphiques des garçons sont orientés vers la droite, avec un pic d'âge entre 16 et 18 ans. Par rapport au Burkina Faso, plus de personnes au Niger pensent que le mariage est possible à un âge plus jeune, aussi bien pour les garçons que pour les filles.

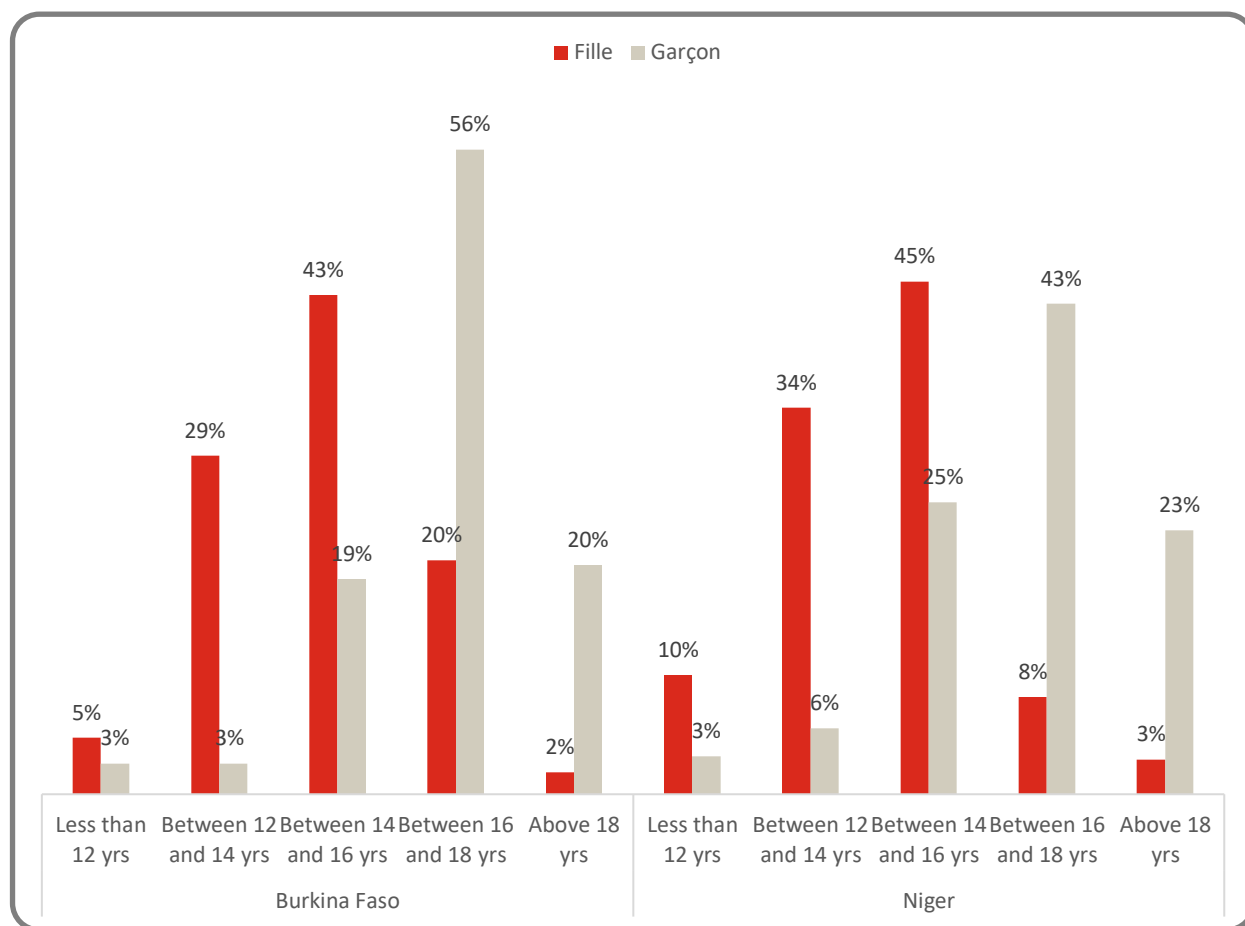


Figure 24 Âge minimum auquel les garçons et les filles peuvent se marier

Au Burkina Faso et au Niger, malgré le code civil qui fixe l'âge du mariage à 16 ans, les enfants sont parfois mariés à l'âge de 6 ans. Les lois ne sont pas toujours respectées par la population car l'Etat est peu ou pas présent dans certaines parties du pays en raison des attaques des groupes armés. Certaines populations se réfèrent également à des textes religieux qui ne fixent pas d'âge de mariage pour les filles. La crise alimentaire et nutritionnelle a accéléré le développement du mariage des enfants en augmentant l'abandon précoce de l'école.

Bien que certaines personnes pensent que les filles peuvent être mariées avant l'âge légal de 16 ans, seul un petit pourcentage - 7% - considère que c'est un bon âge pour le mariage. La figure 24 illustre le point de vue des personnes interrogées qui devaient indiquer si elles pensaient que certaines tranches d'âge étaient appropriées pour le mariage. En général, plus la tranche d'âge est élevée, plus les répondants estiment qu'il s'agit d'une bonne tranche d'âge pour le mariage. Cependant, il est important de noter que de nombreuses filles continuent d'être mariées de force à un jeune âge en raison de la pression sociale et économique. Des programmes de sensibilisation et de prévention sont nécessaires pour lutter contre cette pratique dangereuse et préjudiciable à la santé et au bien-être des filles.

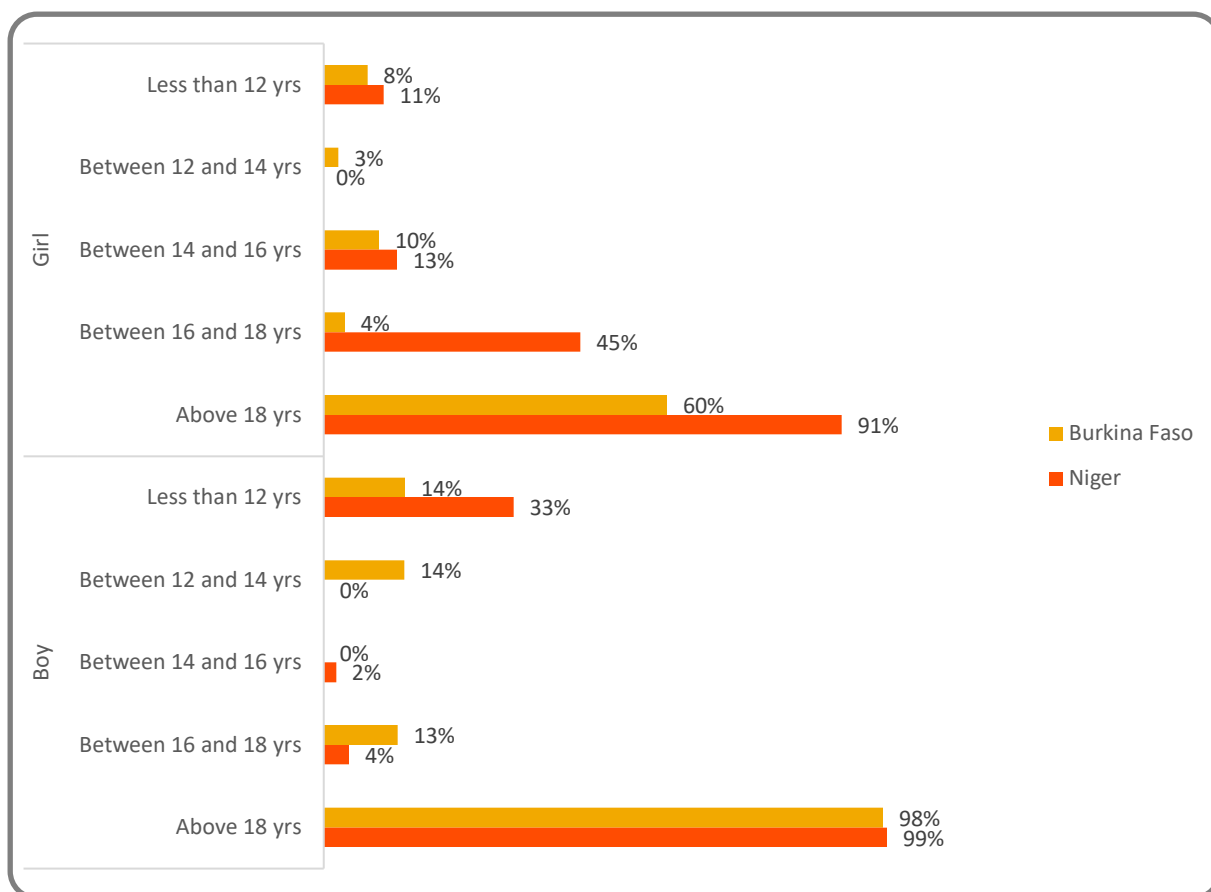


Figure 25 Pourcentage des personnes interrogées dans chaque tranche d'âge ayant déclaré que l'âge est propice au mariage

"En fait, 33% des répondantes (19 filles dont 16 du Niger) âgées de 12 à 14 ans ont déclaré que les filles peuvent se marier avant l'âge de 12 ans. Cependant, toutes les répondantes sauf une considéraient que ce n'était pas un bon âge pour se marier. Bien que la répartition par âge et par sexe de l'échantillon de cette enquête ne soit pas représentative de la population totale, elle montre que les filles grandissent avec la mentalité que le mariage des enfants est possible - elles ne pensent pas que c'est une bonne chose, mais elles pensent que c'est possible.

Par ailleurs, 90% des femmes ayant au moins une fille déclarent que les filles peuvent être mariées avant l'âge de 16 ans (85% au Burkina Faso et 98% au Niger). Au Burkina Faso, 8% de ces femmes pensent que c'est un bon âge pour se marier, contre 11% au Niger. Les femmes sans instruction ont tendance à mentionner des âges plus jeunes, tandis que celles qui ont un niveau d'instruction secondaire ou supérieur mentionnent des âges plus élevés. La même tendance a été observée chez les hommes.

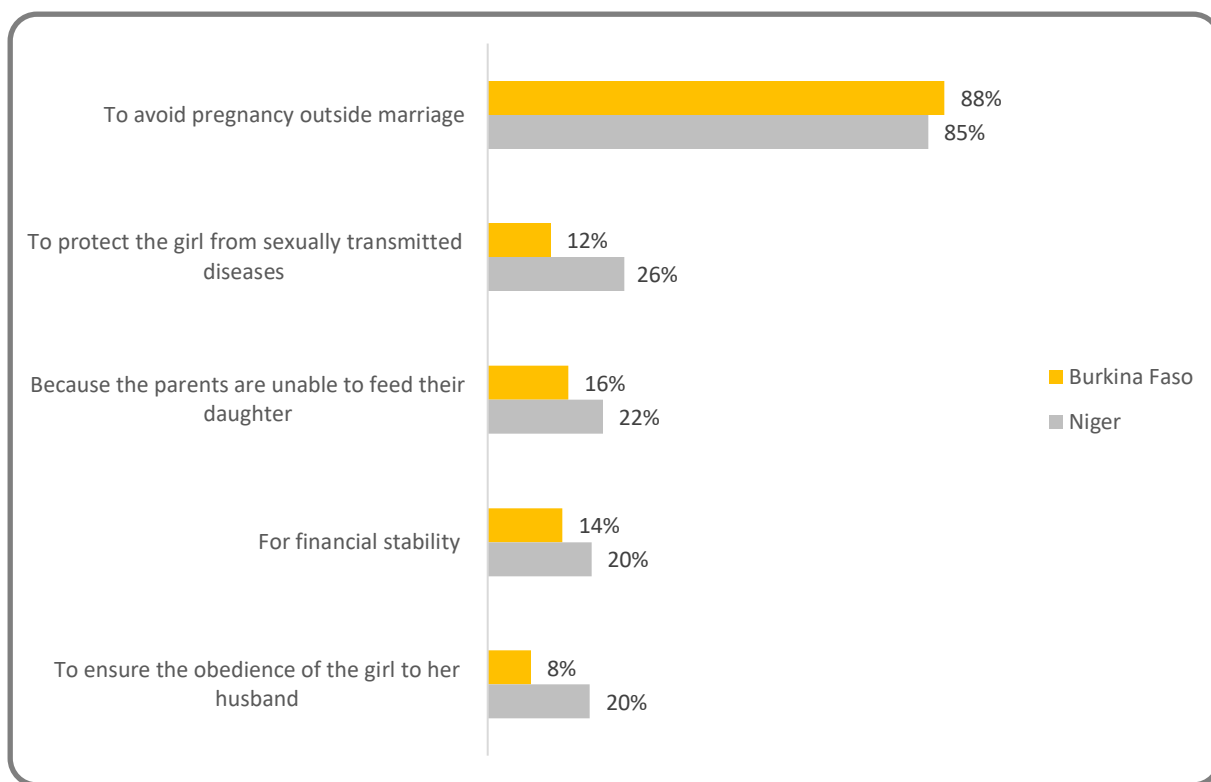


Figure 26 Raisons des mariages précoces d'enfants

Soixante-Onze pour cent des personnes interrogées au Burkina Faso et 93% au Niger reconnaissent que le mariage précoce a des conséquences importantes pour les filles. La principale conséquence mentionnée par les personnes interrogées dans les deux pays est la difficulté d'accoucher. D'autres problèmes de santé, tant pour la fille que pour l'enfant à venir, ont également été fréquemment mentionnés, certains répondants évoquant même la mort. Environ la moitié des personnes interrogées ont également mentionné que le mariage précoce entraîne la fin de la scolarisation de la fille. Il est intéressant de noter qu'au Burkina Faso, deux fois plus de personnes interrogées qu'au Niger ont mentionné la perte d'opportunités de génération de revenus comme conséquence du mariage précoce. D'autres conséquences qui n'ont été mentionnées que par quelques personnes interrogées incluent l'incapacité des filles à soutenir physiquement leur mari, à vivre avec lui et à le respecter, les maladies génitales (principalement la fistule), les problèmes psychologiques et les traumatismes, le divorce et la prostitution.

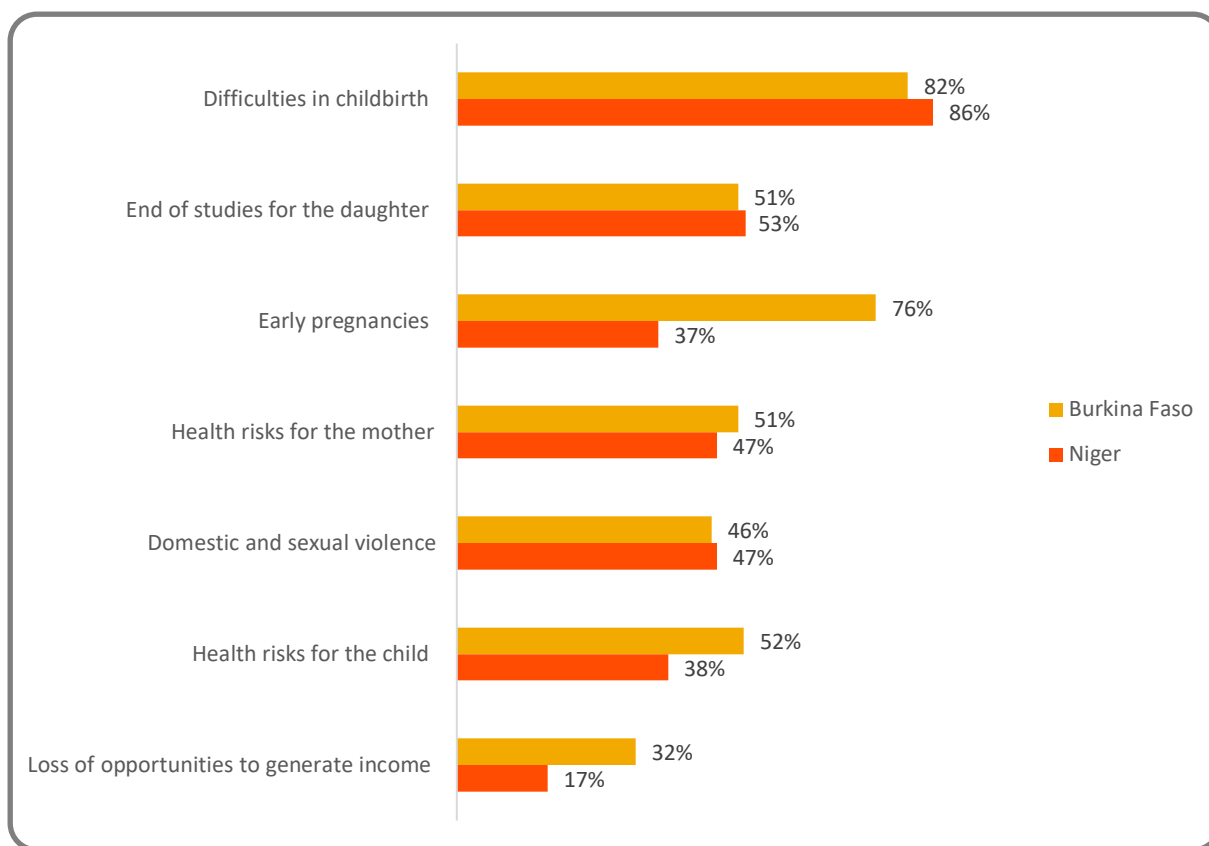


Figure 27 Conséquences des mariages précoces sur la jeune fille

Les personnes interrogées ont été invitées à évaluer diverses affirmations relatives aux droits des filles et des garçons. Les affirmations et les évaluations se trouvent dans les

Figure 28 pour le Burkina Faso et Figure 29 pour le Niger. Au Burkina Faso, un pourcentage plus élevé de répondants n'avait pas d'opinion sur les affirmations. La majorité des répondants des deux pays sont d'accord avec toutes les affirmations reconnaissant le droit des filles à l'éducation. Néanmoins, 6% des répondants du Burkina Faso et 19% des répondants du Niger pensent encore que les filles devraient être retirées de l'école pour être mariées.

"Pour les filles, quel que soit leur niveau scolaire, dès qu'une demande en mariage se présente, elles sont immédiatement retirées de l'école par leurs parents" (Jeune fille, 17 ans, Dori, Burkina Faso)

En revanche, les personnes interrogées semblent plus en désaccord avec l'affirmation selon laquelle les filles et les garçons devraient se marier au même âge. Enfin, un pourcentage significatif de personnes interrogées dans les deux pays sont d'accord, totalement ou partiellement, pour dire que le mariage précoce est une cause d'abandon scolaire.

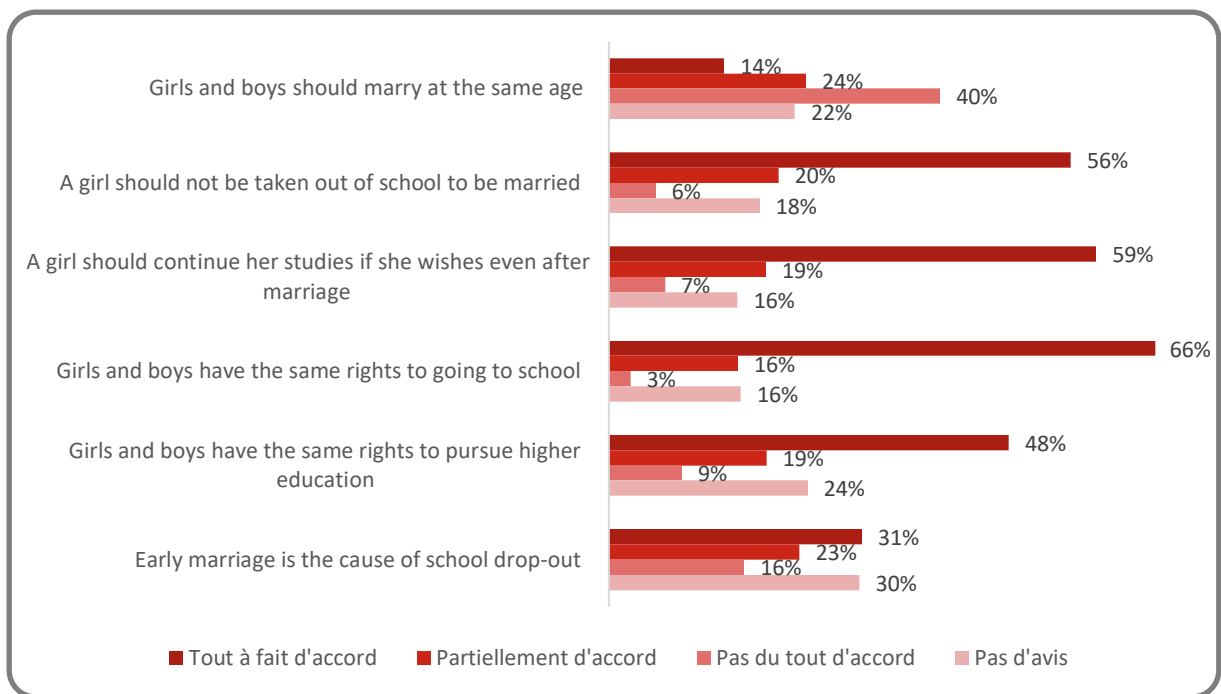


Figure 28 Classement des déclarations sur les droits des filles et des garçons - Burkina Faso

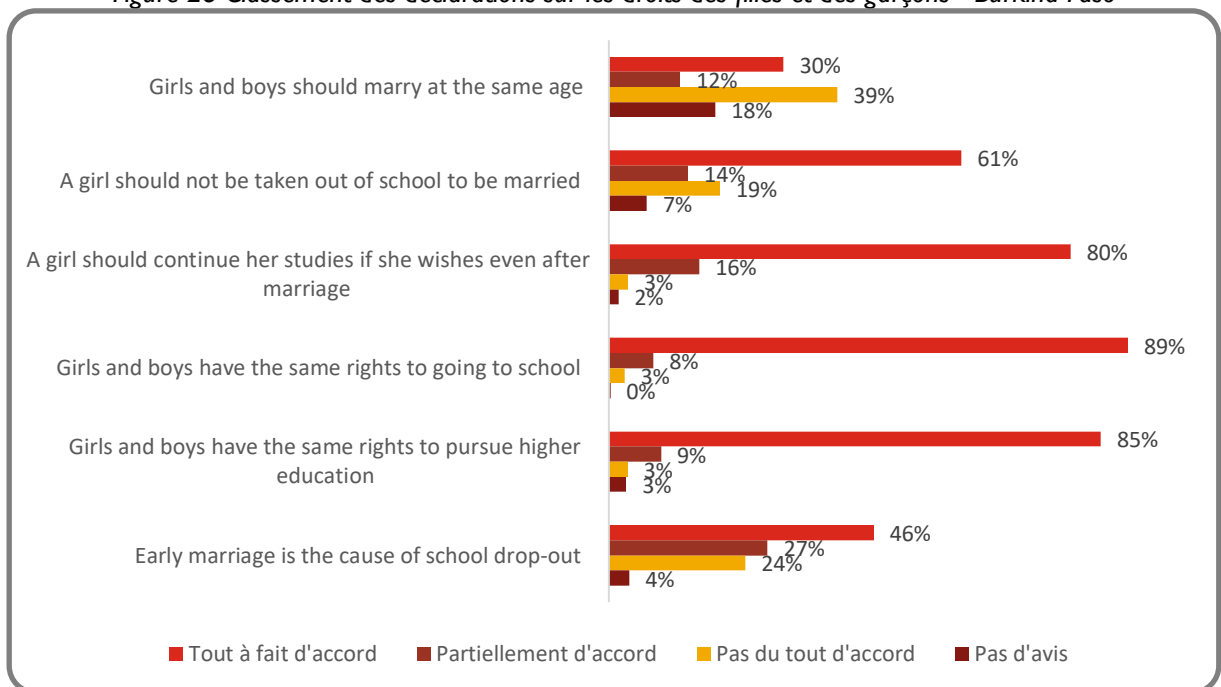


Figure 29 Classement des déclarations sur les droits des filles et des garçons – Niger

Les personnes interrogées ont également été invitées à évaluer les affirmations suivantes sur le mariage des filles :

- Une fille qui n'est pas mariée représente une charge supplémentaire pour la famille.
- Le mariage d'une jeune fille peut être une solution partielle pour assurer à la famille des ressources financières plus importantes.

Les résultats pour les deux affirmations sont identiques et sont présentés dans la figure 29. Dans l'ensemble, les habitants des deux pays reconnaissent que les filles représentent une charge financière pour la famille et que le fait de les marier réduit cette charge.

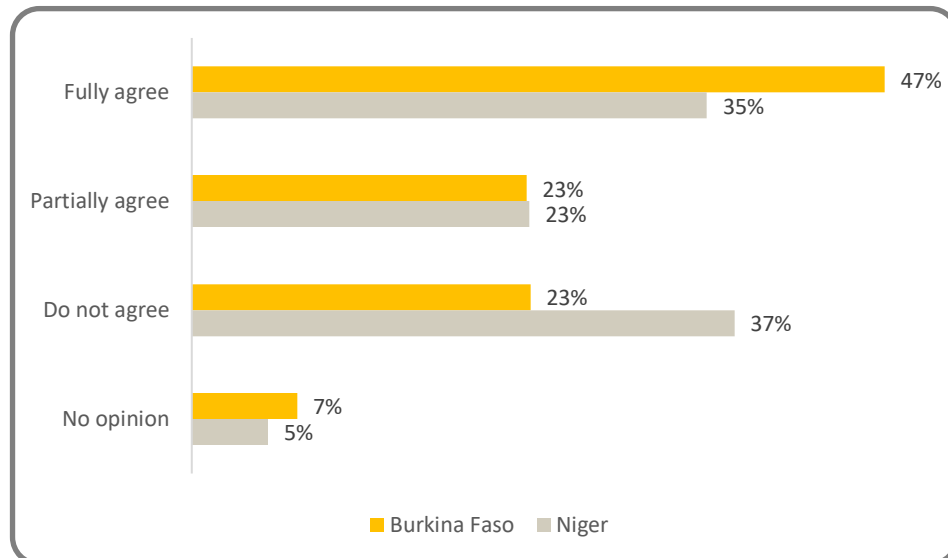


Figure 30 Classement des affirmations sur le mariage des filles

Onze pour cent des participants au Burkina Faso, principalement originaires de Djibo, et trente-quatre pour cent des participants au Niger, principalement originaires d'Abala et d'Anzourou, ont déclaré qu'il est normal que les parents donnent leur enfant en mariage lorsqu'ils éprouvent des difficultés à subvenir aux besoins de la famille. Les ethnies qui ont mentionné cela et qui se distinguent au Niger sont les Arabes, les Peulhs et les Tamasheks⁵.

"Peu de gens reconnaîtront que c'est à cause de la pauvreté qu'ils ont retiré leur fille de l'école et l'ont donnée en mariage" (Homme, 41 ans, originaire de Markoye et résidant à Dori, Burkina Faso)

"Les parents se sentent extrêmement gênés lorsqu'ils ne peuvent pas subvenir aux besoins de leurs enfants, car ils estiment qu'ils ont l'obligation de s'occuper d'eux. Mais alors, quelle est la solution ? Certains parents offrent leur fille en mariage, pensant que cela leur assurera un avenir sûr avec leur conjoint. C'est quelque chose que les gens ont du mal à avouer, mais c'est la vérité. Telle est la situation" (Homme, père de famille, Djibo, Burkina Faso)

Nous devons reconnaître que ce n'est pas un choix, mais une nécessité pour certains parents de donner leur fille en mariage en raison d'une crise alimentaire. Certains parents craignent qu'en raison de la crise alimentaire, leur fille soit trompée par un homme et se retrouve avec une grossesse non voulue. Ils pensent que la crise alimentaire pourrait pousser leur fille à vouloir obtenir de l'argent par tous les moyens, même si cela l'oblige à monnayer son corps. On peut dire que les parents qui donnent leur fille en mariage le font souvent par crainte des conséquences d'une grossesse prématurée hors mariage" (Jeune fille, 17 ans, Dori, Burkina Faso)

⁵ L'échantillon n'est pas représentatif au niveau des municipalités et des ethnies. Ces analyses complémentaires peuvent être utilisées pour guider la réflexion mais ne sont pas considérées comme fiables.

Actuellement, de nombreux parents luttent pour subvenir aux besoins de leurs enfants, et certains envisagent même de donner un enfant en mariage pour alléger le fardeau que représente le fait de le nourrir. Bien que peu de pères l'admettent ouvertement, le mariage d'enfants peut être considéré comme un moyen de se débarrasser d'un enfant et d'avoir une bouche de moins à nourrir" (Homme, 22 ans, Dori, Burkina Faso)

Au Burkina Faso, 16% des personnes interrogées ont déclaré que les mariages précoces se sont développés dans leur village/municipalité à cause de la crise alimentaire. La majorité provient de la commune de Djibo. Au Niger, 35% des personnes interrogées ont mentionné cette situation, principalement dans les communes d'Abala et d'Anzourou.

Cependant, seulement 4% des personnes interrogées au Burkina Faso ont déclaré que le mariage précoce était une réponse à la crise alimentaire dans leur village/municipalité, contre 23% au Niger (principalement à Abala).

De même, 21% des répondants du Burkina Faso (principalement de Djibo) et 19% des répondants du Niger (principalement d'Abala et de Djirataoua) ont déclaré que le mariage précoce s'est développé dans leur village/municipalité à cause de la situation sécuritaire. Mais seulement 4% des enquêtés du Burkina Faso ont déclaré que le mariage précoce est une réponse à la situation sécuritaire dans leur village/municipalité contre 17% au Niger (principalement d'Abala).

Ces résultats confirment que le mariage précoce au Burkina Faso et au Niger répond davantage à des préoccupations sociales, telles que la grossesse hors mariage, qu'à des préoccupations économiques ou de sécurité, même si les familles continuent de voir un avantage financier à marier les filles. Les filles sont toujours considérées comme un atout pour la famille et peuvent être utilisées dans diverses situations où la famille se trouve dans le besoin ou en crise. Ainsi, le fait d'avoir une fille à marier est considéré comme une "ressource" permettant de faire face à l'incertain, une sorte de soupape de sécurité pour la famille. Cette situation met en évidence la difficulté de prendre position contre le mariage des enfants, en particulier dans un contexte de crise alimentaire où la recherche d'un gendre capable de s'occuper de sa femme et de sa belle-famille est perçue comme la solution idéale. Pour de nombreuses personnes au Niger et au Burkina Faso, donner leur fille en mariage et l'utiliser pour répondre aux besoins alimentaires est la principale priorité.

En outre, la notion de "fardeau supplémentaire" implique que la fille n'est pas considérée de la même manière ou n'a pas la même valeur que les autres membres de la famille.

Une fille est souvent considérée comme un fardeau, contrairement à un jeune garçon qui peut être envoyé chez un oncle ou ailleurs pour apprendre un métier. De tels dispositions sont presque impossibles pour une fille, car les parents doivent la garder à l'œil. Son mariage est souvent une alternative saine pour ses parents. Si elle est mariée, c'est à son mari qu'il incombe de subvenir à ses besoins. C'est une bouche de moins à nourrir. C'est pourquoi certains parents sont contraints de conclure des alliances stratégiques avec une autre famille afin de caser rapidement leur fille" (Femme, mère de famille, Kaya, Burkina Faso).

"La crise alimentaire et nutritionnelle a une incidence sur la question du mariage des enfants. En effet, certains parents qui estiment que les filles sont un fardeau pour eux pensent que les donner en mariage

pourrait être une solution pour qu'ils dépensent moins d'argent. C'est pourquoi le phénomène des mariages d'enfants s'est répandu avec la crise alimentaire et nutritionnelle" (Jeune fille, 17 ans, Dori, Burkina Faso).

Dans ce contexte, la réalisation d'un droit peut permettre le respect d'un autre. Par exemple, le maintien des enfants à l'école peut contribuer à limiter l'augmentation du nombre de mariages d'enfants, en particulier chez les filles. En d'autres termes, dans ces pays, l'éducation peut non seulement assurer la socialisation de l'enfant, mais elle peut aussi être considérée comme un obstacle ou une solution au mariage des enfants qui, dans de nombreux cas, implique des violences basées sur le genre, des grossesses non désirées, etc.

" Le mariage d'enfants entraîne souvent des violences et des abus sexuels à l'encontre de la fille et de la part du mari. Les relations sexuelles sont souvent forcées et la fille ne se plaint pas car elle a le devoir de "céder" aux désirs de son mari" (Hussein, Juriste, Niamey, Niger)

"Je pense que pour lutter efficacement contre le mariage des enfants, il faut promouvoir l'éducation des filles (...) En gardant les filles à l'école le plus longtemps possible, je pense qu'elles pourront échapper au mariage des enfants, mais tout dépend de la volonté des parents. Je pense que nos écoles doivent organiser des réunions avec les parents pour leur expliquer l'intérêt de maintenir les filles à l'école le plus longtemps possible et les dangers du mariage des enfants." (Amadou, Enseignant, Dori, Burkina Faso)

"L'effort de lutte contre le mariage des enfants doit s'accompagner d'un important changement de mentalité. La sensibilisation est cruciale à tous les niveaux de la société, y compris les chefs coutumiers et religieux. Pour le Niger, la mise en place d'un centre d'écoute et d'alerte en collaboration avec ces leaders pourrait permettre d'identifier et de signaler tout cas de mariage d'enfants" (Directeur d'école, Abala, Niger)

L'éducation

Au Burkina Faso et au Niger, le fonctionnement normal des écoles est perturbé (figure 30). Au Burkina Faso, en particulier, 98% des personnes interrogées ont signalé des fermetures d'écoles, tandis que les attaques contre les écoles et les enseignants ont été citées respectivement par 84% et 82% des personnes interrogées. La situation sécuritaire a entraîné la fuite des enseignants et l'inaccessibilité de l'école pour de nombreux enfants déplacés. D'autres raisons évoquées sont l'exclusion par certaines écoles des enfants qui ne peuvent pas payer, ainsi que le coût élevé de l'éducation dans les villes.

Les fermetures et les attaques d'écoles sont également courantes au Niger, mais dans une moindre mesure. L'insécurité et les attaques contre les villages ont également été mentionnées. En outre, les écoles sont également utilisées comme abris pour les personnes déplacées. De nombreux autres défis sont mentionnés au Niger, tels que la faible rémunération des enseignants, les grèves incessantes des enseignants, le manque d'enseignants spécialement qualifiés, le manque d'infrastructures et d'équipements scolaires adéquats (y compris le vol d'équipements). Sur le plan social, les personnes interrogées ont également mentionné l'abandon des jeunes filles et la négligence parentale.

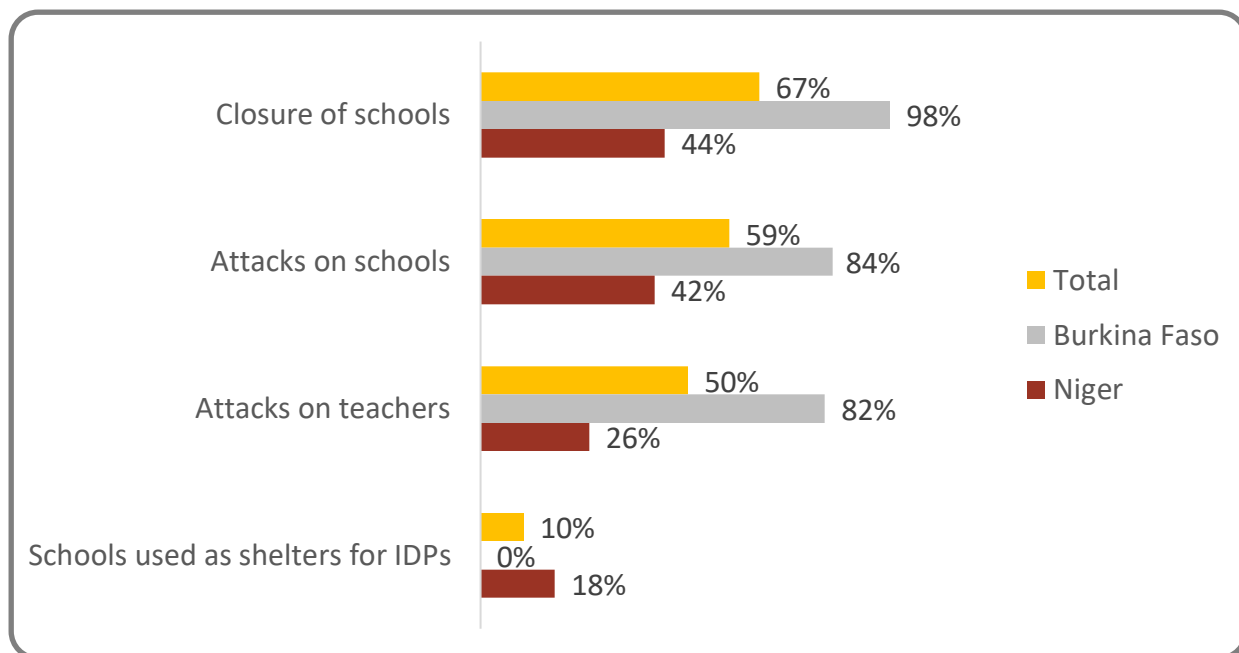


Figure 31 Situation de l'école

Malheureusement, les abandons scolaires sont extrêmement répandus tant au Burkina Faso qu'au Niger, avec jusqu'à 90 % des personnes interrogées signalant des cas d'abandon scolaire dans leurs villages ou municipalités. Au Burkina Faso, 99 % des personnes interrogées ont indiqué que la baisse de la fréquentation scolaire concernait principalement les filles, contre 81 % au Niger.

L'insécurité et les crises au Burkina Faso et au Niger empêchent les enfants d'avoir accès à l'éducation.

Les données recueillies sur le terrain à Dori, au Burkina Faso, indiquent que la cantine scolaire qui, dans une certaine mesure, aidait certains enfants à subvenir à leurs besoins alimentaires a été suspendue.

"L'arrêt de la cantine scolaire a gravement affecté la vie des enfants. Ils sont devenus fragiles et exposés à toutes sortes de maladies parce qu'ils ne sont pas protégés. Avant, les repas à l'école permettaient au moins à certains de manger un repas de qualité" (André, Enseignant, Dori, Burkina Faso)

"Je ne pense pas que l'on puisse parler de nourriture de qualité comme c'était le cas auparavant. Aujourd'hui, c'est de la bouillie de riz avec un peu de sucre qui est distribuée aux enfants. Avant, quelle que soit la quantité ou la qualité des céréales que les mères venaient distribuer tous les matins, les enfants recevaient du lait. Maintenant, tout ça c'est fini" (Homme, 25 ans, Dori, Burkina Faso)

"Les filles sont récupérées par les enseignants avec lesquels elles avaient l'habitude de traîner pour trouver de la nourriture" (Fille, 17 ans, élève, Tillabéry, Niger)

Par conséquent, la suspension de la cantine scolaire représente une charge supplémentaire pour les parents qui peuvent difficilement la supporter. Mais elle a aussi un effet contraignant sur l'apprentissage scolaire. En effet, "le ventre affamé n'a pas d'oreille", comme le disent certains

habitants interrogés. Certains enseignants font état de difficultés d'apprentissage chez leurs élèves en raison de la crise alimentaire et nutritionnelle.

" Dans les régions septentrionales de Titao, Sollé, Djibo et autres, la crise alimentaire et nutritionnelle a eu un impact significatif sur l'éducation des enfants. Les élèves souffrent souvent de maux de tête, de maux d'estomac et d'autres douleurs. Des collègues ont rapporté que lorsque les enfants reçoivent un morceau de pain ou de la bouillie, ces maux disparaissent" (Homme, 39 ans, Enseignant, Dori, Burkina Faso)

Ces témoignages d'enseignants soulignent l'impact significatif de la crise alimentaire et nutritionnelle sur les enfants et, par conséquent, sur leur éducation. Dans ce contexte, le déficit de repas peut avoir un effet néfaste sur la capacité d'apprentissage des élèves et contribuer à une baisse de leurs résultats scolaires. Il est bien établi que les besoins physiologiques d'un enfant doivent être satisfaits pour qu'il puisse se concentrer en classe. Il est donc essentiel de lutter contre la faim pour que les enfants aient accès à une éducation de qualité.

A titre d'illustration, voici le témoignage de Moussa (39 ans, Enseignant, Dori, Burkina Faso).

"Dans des endroits comme Titao, Sollé et Djibo, entre autres, un nombre considérable d'élèves ont cessé d'aller à l'école en raison de la crise alimentaire actuelle. Il est probable qu'un grand nombre de ces élèves n'ont pas accès à la nourriture de manière régulière. Dans de nombreux foyers, la pénurie alimentaire est un problème grave et les parents ne peuvent souvent pas donner la priorité à l'éducation alors qu'ils n'arrivent pas à subvenir aux besoins de leur famille. En conséquence, la fréquentation scolaire a connu une baisse drastique depuis le début de la crise alimentaire et nutritionnelle".

En raison de la crise alimentaire et nutritionnelle, de nombreux parents ont été contraints de retirer leurs enfants de l'école et de les faire travailler. Les garçons se tournent souvent vers l'orpaillage, le jardinage ou le commerce pour trouver un emploi, en particulier ceux qui ont été déplacés à l'intérieur du pays. Les filles, quant à elles, sont souvent employées comme domestiques et certaines sont mariées à un âge précoce. Il y a même des cas de filles employées dans des emplois mal payés dans des maquis. (Blaise, 22 ans, Ouahigouya, Burkina Faso).

Néanmoins, l'État s'efforce de lutter contre l'abandon scolaire.

"Afin de lutter contre le décrochage scolaire, le gouvernement a mis en place une stratégie nationale d'éducation accélérée. Bien qu'il s'agisse d'une mesure positive qui permet aux étudiants déplacés de poursuivre leurs études dans les zones d'accueil, les moyens de mise en œuvre de la stratégie ne sont pas suffisants pour faire face aux réalités sur le terrain. Les ressources matérielles et humaines font cruellement défaut. Actuellement, l'impact de la stratégie n'est pas clairement visible et il est difficile d'évaluer si elle a été couronnée de succès ou non. Cependant, il est clair qu'il y a une inadéquation entre la stratégie et les défis qu'elle cherche à relever" (Moussa, 39 ans, Enseignant, Dori, Burkina Faso)

Pour garantir le droit à l'éducation, il faut un changement de mentalité et de comportement. L'atteinte de cet objectif devra passer par des campagnes de sensibilisation menées auprès d'un large éventail d'individus et de groupes.

"Le gouvernement, par l'intermédiaire du ministère de la Femme, de la Famille et du Genre, des acteurs de la protection de l'enfance, des associations locales et des ONG, s'efforce d'améliorer le respect des

cadres juridiques visant à prévenir les mariages d'enfants et à protéger les filles. Les principales réalisations sont l'adoption d'une législation pertinente, sa diffusion auprès du public, l'élaboration de directives et la formation des acteurs de la protection de l'enfance. Toutefois, l'une des principales lacunes est que seules les filles instruites sont informées de leurs droits, tandis que celles qui ne sont pas instruites restent dans l'ignorance. Pour lutter contre le mariage des enfants et trouver des alternatives à cette pratique, il faut mobiliser les familles, les communautés et les filles elles-mêmes. Des campagnes de sensibilisation doivent être menées par le biais de multiples canaux, notamment des affiches, la radio, la télévision, le théâtre et d'autres moyens, afin de modifier le comportement des populations. Les médias ont un rôle crucial à jouer dans l'information du public et la diversification des canaux de sensibilisation" (Bachirou, Juriste, Ouagadougou, Burkina Faso)

Toutes les formes de médias doivent être mobilisées pour atteindre une population plus large : *"Les médias, y compris les réseaux sociaux, peuvent jouer un rôle essentiel pour mettre fin au mariage des enfants. Étant donné que les jeunes se concentrent davantage sur les plateformes de réseaux sociaux telles que TikTok, WhatsApp, Instagram, Facebook et autres, il est possible d'opérer un changement de comportement et de s'attaquer efficacement au mariage d'enfants par le biais de ces canaux. (Ibrahima, 22 ans, Commune de Karma, Région de Tillabery, Niger).*

Il convient de souligner que le Burkina Faso et le Niger font face au phénomène du travail des enfants.

"Actuellement, la protection des enfants n'est pas prise en compte de manière adéquate, car les enfants représentent près de 10 % ou plus des personnes engagées dans des activités telles que l'orpaillage, la vente dans la rue et le travail sur le terrain. Les témoignages suggèrent également que près de 60% des hommes armés non identifiés sont des enfants ou des jeunes". (Membre de l'Association des femmes juristes du Burkina Faso).

L'ambition de l'État d'offrir une éducation à tous les enfants a conduit à des classes surpeuplées, créant des conditions de travail difficiles et aggravant la crise alimentaire qui a suivi la crise sécuritaire. La création de classes multigrades et surpeuplées ne garantit pas une éducation efficace pour les enfants. Le manque de repas, en particulier de repas à l'école, rend difficile le déroulement des cours, et le non-respect des ratios élèves-enseignants complique encore le processus pédagogique. En conséquence, la fréquentation scolaire a diminué.

L'abandon scolaire a pris une ampleur considérable au Niger et au Burkina Faso, principalement en raison de la fermeture des écoles et de la prise des enseignants pour cibles par les groupes armés. En raison de la crise alimentaire et nutritionnelle, l'éducation n'est plus considérée comme une priorité, et il existe une hiérarchie des besoins dans laquelle la recherche de nourriture est prioritaire. Par conséquent, les garçons sont souvent retirés de l'école et orientés vers des petits boulots, tandis que les filles sont censées aider leur mère et attendre le mariage. Cet avis a été exprimé par une femme de 22 ans, membre d'une association de défense des droits des femmes à Dori, au Burkina Faso.)

Il est important de noter que l'abandon scolaire ne signifie pas toujours que les enfants restent à la maison. Les parents prennent souvent cette décision pour s'assurer un bras supplémentaire qui augmentera les ressources financières de la famille.

"Les enfants sont retirés de l'école pour aller travailler dans les champs ou en ville. A 10 ans, les enfants sont retirés de l'école et deviennent des bergers. Malgré les plaintes des enseignants, les parents estiment qu'avec la crise alimentaire, c'est la recherche de ressources pour la survie de la famille qui est prioritaire et non l'obtention d'un diplôme" (Garçon, 17 ans, Dori, Burkina Faso).

"Les mères n'hésitent pas à retirer leurs filles de l'école pour qu'elles puissent participer aux tâches ménagères telles que la collecte de bois de chauffage et d'eau. Certaines filles sont même retirées de l'école pour travailler dans de petites entreprises. Avec la crise, les familles sont obligées de trouver des stratégies pour gagner un revenu et subvenir à leurs besoins primaires. C'est ce que se disent certaines mères lorsqu'elles retirent leurs filles de l'école (Homme, 42 ans, enseignant, Balleyara, Niger).

Le retrait des enfants de l'école montre à quel point la crise alimentaire a perturbé le système éducatif. Les acteurs sociaux doivent se répartir les rôles afin de surmonter ensemble les difficultés. Chacun devra y mettre du sien. Ces observations sur le terrain suggèrent que l'impact de la crise alimentaire sur l'éducation des enfants peut être clairement distingué de celui de la crise sécuritaire. Les parents étaient tellement préoccupés par la crise sécuritaire qu'ils envisageaient d'envoyer leurs enfants dans des endroits plus sûrs ou de les inscrire dans des écoles coraniques. Mais avec la crise alimentaire, l'objectif n'est plus de maintenir les enfants dans un système éducatif. La situation peut se résumer ainsi : *"Il faut un bras supplémentaire pour surmonter les difficultés liées à la crise alimentaire"*. Par conséquent, le taux de mendicité est également en hausse.

Conclusion

Comme présenté dans ce rapport, la région du Sahel, et en particulier le Burkina Faso et le Niger, a été bombardée par diverses crises qui continuent d'aggraver la situation. Les deux pays sont confrontés aux conséquences d'une insécurité générale de longue date causée principalement par les groupes armés, le changement climatique, la crise du COVID-19, la crise ukrainienne et l'escalade de la crise alimentaire. Les enfants sont l'une des principales victimes de ce contexte complexe et instable. Leurs droits sont violés quotidiennement et leur sécurité est menacée. Les principales préoccupations en matière de protection de l'enfance au Burkina Faso et au Niger sont liées au mariage précoce et à l'éducation des enfants.

Mis à part quelques différences mineures, les résultats sont similaires entre le Burkina Faso et le Niger. La situation globale a été aggravée par l'aggravation de la crise alimentaire. La création de revenus est très difficile et le manque de capital entrave toute initiative génératrice de revenus, ce qui empêche les familles de subvenir à leurs besoins alimentaires.

En réponse aux nombreuses crises, en particulier la crise alimentaire, les populations ont dû se tourner vers des stratégies d'adaptation négatives, en particulier en matière d'alimentation. Les stratégies les plus courantes consistent à se rabattre sur des aliments moins appréciés et moins chers, à réduire la taille des portions et la fréquence des repas, et à consommer davantage de maïs, de millet, de sorgho, de riz et de pain, tout en réduisant la consommation de viande et de poisson. Ces pratiques suscitent des inquiétudes en matière de nutrition, car les enfants ont besoin de protéines pour leur croissance. Toutefois, certaines personnes interrogées ont indiqué que l'aide alimentaire les avait aidées à faire face à la crise.

Bien que le retrait des enfants de l'école ne soit pas une stratégie d'adaptation courante, il est très répandu dans ces contextes. Il est crucial de s'attaquer aux causes profondes des autres crises pour atténuer la crise alimentaire, notamment en améliorant la situation en matière de sécurité, en atténuant les effets du changement climatique, du COVID-19 et de la crise Ukrainienne. La résolution de la crise alimentaire contribuerait à garantir une alimentation saine pour les enfants et un environnement plus sûr pour qu'ils puissent exercer leurs droits, comme nous le verrons plus loin.

En ce qui concerne les mariages d'enfants, il est évident que les préoccupations en matière de santé sexuelle l'emportent sur les besoins ou les avantages financiers. La population devrait être encouragée à adopter d'autres mesures pour prévenir les grossesses hors mariage ou d'autres problèmes sociaux et sanitaires. Étant donné que la plupart des personnes interrogées continuent de penser qu'une fille non mariée est une charge supplémentaire pour la famille, que certains considèrent le mariage d'une jeune fille comme une solution pour augmenter les ressources financières de la famille, et que d'autres pensent même qu'il est acceptable que des parents donnent leur enfant en mariage s'ils ont du mal à subvenir aux besoins de la famille, il n'est pas exclu que le mariage d'enfants soit une réponse indirecte à la crise alimentaire.

L'impact de la crise alimentaire sur l'éducation a été bien documenté par des données qualitatives qui soulignent l'importance de fournir des repas à l'école. En raison de la crise alimentaire, les enfants ne peuvent pas recevoir la quantité et la qualité nécessaires de nourriture à la maison, ce qui fait des repas scolaires une source cruciale de nutrition. Avec la suspension des repas à l'école,

les enfants ne peuvent pas étudier ou se concentrer, même s'ils le souhaitent. Comme le dit le proverbe, "une personne qui a l'estomac vide c'est comme une tête qui n'a pas d'oreille".

De plus, l'insécurité est un obstacle majeur à l'éducation. Les écoles sont fréquemment attaquées, ce qui non seulement décourage les élèves de s'y rendre, mais oblige également les enseignants à fuir. Au Burkina Faso comme au Niger, les taux d'abandon scolaire sont élevés, les filles étant plus susceptibles d'abandonner l'école que les garçons. En outre, les enfants sont souvent retirés de l'école pour travailler (pour les garçons) ou se marier (pour les filles). Dans un tel contexte, les enfants sont dans l'incapacité d'exercer leur droit à l'éducation en raison de l'absence ou de l'inaccessibilité des infrastructures, du manque d'enseignants, du manque de nourriture, et des priorités contradictoires.

Recommandations

- **Augmenter le financement flexible pour faire face aux conséquences directes et indirectes de la crise alimentaire, et pour assurer la protection (y compris contre le mariage des enfants) et l'éducation des enfants.**
- Plaider auprès des acteurs clés pour garantir un accès libre et direct à l'aide humanitaire pour les populations les plus pauvres afin qu'elles puissent nourrir leurs familles et les protéger et éviter qu'elles ne se tournent vers des mécanismes d'adaptation ravageurs, tels que le mariage précoce de leurs enfants ou leur déscolarisation en raison de la crise alimentaire.
- Augmenter le financement humanitaire pour les actions précoces et anticipatives et les systèmes d'alerte précoce, et investir davantage dans la collecte d'informations sur l'impact de ces actions.
- Renforcer l'extension des programmes de filets de sécurité sociale existants pour la sécurité alimentaire et les moyens d'existence sensibles à la nutrition pour les ménages (y compris les réfugiés et les personnes déplacées) dans les zones critiques.
- Les bailleurs de fonds s'engagent à financer durablement les interventions de relèvement précoce et de renforcement de la résilience qui sont flexibles et adaptées au contexte de la crise alimentaire et à ses conséquences en matière d'éducation et de mariage des enfants.

Références

- AMNESTY INTERNATIONAL. (2016). Coerced and Denied: Forced marriages and barriers to contraception in Burkina Faso. BURKINA FASO. (2012). Constitution du 11 juin 1991. <https://mjp.univ-perp.fr/constit/bf2012.htm>
- BURKINA FASO. (1989). Code des personnes et de la famille <https://www.refworld.org/docid/3ae6b4da27.html> [cité le 21 Nov 2022]
- BURKINA FASO. (1989). Ministère de l'action sociale et de la solidarité. (2015). Plan d'action opérationnel triennal de la stratégie nationale de prévention et d'élimination des mariages d'enfants au Burkina Faso 2016-2018. Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité.
- GIRLS, NOT MOCKERY. (2022). Child marriage rates in Niger. Extrait de girls not brides. <https://www.girlsnotbrides.org/learning-resources/child-marriage-atlas/atlas/niger/>
- GIRLS, NOT WIVES & Plan International. (2020). COVID-19 and child marriage in West and Central Africa [Guidance Note]. Girls Not Brides (Girls, No Girls Brides, Plan International No Brides). <https://ams3.digitaloceanspaces.com/girlsnotbrides-org/www/documents/COVID-19-and-child-marriage-in-West-and-Central-Africa.pdf>
- YOUNG AFRICA. (2015). "Child marriage: African leaders must act now". <http://www.jeuneafrique.com/34270/politique/mariage-des-enfants-les-dirigeants-africains-must-act-d-s-now/> (En Anglais seulement)
- OECD. (2022). Gender Index of Social Institutions. <https://www.genderindex.org/wp-content/uploads/files/datasheets/2019/NE.pdf>
- UNFPA & UNICEF. (2019). Female Genital Mutilation & Child Marriage: Thematic Report Based on DHS 2010 and EMC-MDS 2015. UNFPA, UNICEF. (En Anglais seulement)
- UNICEF. (2001). "Le Mariage précoce", Innocenti Research Centre, Italie, Florence, No.7 <http://www.unicef-irc.org/publications/pdf/digest7f.pdf>
- UNICEF. (2018). Ending Child Marriage Niger. <https://www.unicef.org/niger/stories/ending-child-marriage-niger>